

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

p. 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Lutte
Ouvrière**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2178 - 30 avril 2010 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

Le 1^{er} Mai et après

**Riposter à
l'offensive
contre les
retraites**

p. 3, 5 et 7

**L'Europe
et la Grèce**

**De la
spéculation
sur la
dette à une
nouvelle
crise
financière?**

p. 8

22, 23, 24 mai

**La Fête de
Lutte Ouvrière**

p. 16



SOMMAIRE

Leur société

- p. 4 ■ Manifestations d'agriculteurs
■ Au Medef : vive la crise ?
■ Maternités : naître là où cela est rentable ?
- p. 5 ■ Retraites : une campagne d'intox du gouvernement
■ Fonctionnaires : mauvais coups en perspective
■ Les retraites dorées des PDG
- p. 6 ■ Pasqua devant les juges
■ Vichy : un modèle pour Le Pen
■ Enseignants du 93 : des économies au détriment de la formation
- p. 7 ■ Le 1^{er} mai : journée internationale des travailleurs
■ Nouvelle mobilisation des travailleurs du spectacle
■ La Poste : e-mail provocateur
- p. 12 ■ Campagne sur les troubles musculo-squelettiques
■ Pollution mortelle en Seine-Saint-Denis
■ France va-t-en-guerre

Dans le monde

- p. 8/9 ■ Grèce : aide aux banques ?
■ Les protestations continuent
■ Belgique : concurrence communautaire et attaques antiouvrières
- p. 10 ■ Île Maurice : Élections législatives
■ Espagne : grève durant la Feria
■ Maroc : ouvriers licenciés de Khouribga
- p. 11 ■ Banque G. Sachs
■ FMI
■ Cisjordanie
■ Dans les entreprises
- p. 13 ■ Roissy : volcan, nuage et retombées
■ Lent rapatriement des touristes bloqués
■ Infractions à la sécurité du travail
- p. 14 ■ Anciens mineurs du Nord-Pas-de-Calais
■ Magasins Surcouf en grève
■ Kraft Foods : payée pour licencier
- p. 15 ■ Arbel Fauvet Rail : menaces de fermeture
■ SNCF : des dirigeants syndicaux dénoncent... les grévistes !

Fête de Presles

- p. 16 ■ Le programme

• Hortefeux et le niqab

À provocateur, provocateur et demi

Une conductrice nantaise vêtue d'une burqa et verbalisée de ce fait le 2 avril pour « conduite mal aisée » a contesté son amende de 22 euros au cours d'une conférence de presse donnée trois semaines plus tard. Le geste n'était pas innocent. Pour cette femme convertie à un islamisme extrémiste et son mari, il s'agissait manifestement de faire admettre que le port de la burqa est une chose anodine.

Mais ce simple fait divers est devenu par la volonté du ministre de l'Intérieur et, selon *Le Parisien*, du conseiller en communication de Sarkozy, une affaire d'État faisant les gros titres des médias plusieurs jours de suite.

En effet Hortefeux a déclaré que l'époux de cette contrevenante au code de la route était soupçonné de polygamie et de fraude aux allocations familiales. Pour faire bonne mesure, le ministre a ajouté que, si les faits étaient avérés, le coupable présumé serait déchu de la nationalité française. Besson, ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale, a bien commencé par remarquer que les délits concernés n'étaient pas passibles de déchéance nationale. Mais, ne pouvant pas contredire son collègue, il a fini par proposer, afin qu'on puisse « dénaturer » plus facilement, de faire modifier la loi !

Qu'y a-t-il donc de certain dans ce dossier ? Cet homme est manifestement un fief réactionnaire, partisan du voile intégral, c'est évident. Il n'est pas polygame, puisqu'il

n'est marié civilement qu'à une seule femme. Il a certes plusieurs maîtresses en dehors de son épouse légitime mais, si on devait retirer la nationalité française à tous ceux qui sont dans ce cas, on dépeuplerait le pays. L'accusation de fraude aux allocations familiales n'est pas juridiquement prouvée.

Cet empressement d'Hortefeux (l'homme qui pense qu'un Maghrébin ça va mais, quand il y en a plus, bonjour les dégâts) à crier haro sur le présumé polygame ne sert que de prétexte à une campagne nauséabonde du gouvernement. À chaque discours gouvernemental contre les « dérives islamiques », à chaque fait divers monté en épingle, ce sont en fait l'ensemble des musulmans et, plus généralement, des immigrés et des descendants d'immigrés qui sont montrés du doigt. Du débat sur « l'identité nationale » jusqu'à cette affaire, Sarkozy, Hortefeux, Besson et consorts font feu de tout bois pour flatter les préjugés racistes.

Ce faisant, ils ne font pas de tort aux islamistes militants qui, de leur côté, font tout pour couper la population d'origine musulmane du reste de la population de ce pays. Ils font au contraire leur jeu.

Car il s'agit évidemment pour le gouvernement de plaire au public d'extrême droite dont il craint qu'il lui échappe. Et au-delà, il s'agit d'insinuer que les responsables de la crise sociale, ce seraient les immigrés et pas l'avidité des capitalistes.. La ficelle est énorme, mais les politiciens de droite ne font pas dans la finesse et pensent que plus c'est gros, plus ça marche.

Paul GALOIS

Au sommaire de

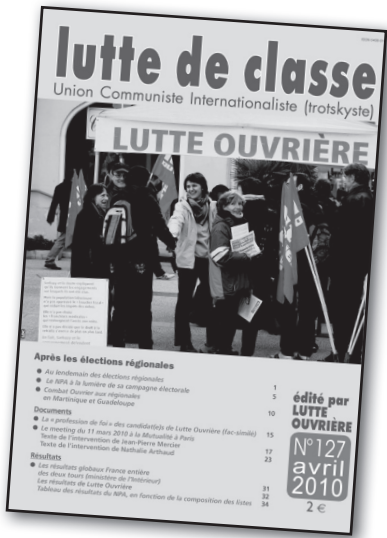
LUTTE DE CLASSE N° 127 (avril 2010)

Après les élections régionales

- *Au lendemain des élections régionales*
- *Le NPA à la lumière de sa campagne électorale*
- *Combat Ouvrier aux régionales en Martinique et Guadeloupe*

Documents et résultats

Prix : 2 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,56 euro



Fête régionale de Lutte Ouvrière

Angers

Samedi 8 mai à partir de 16 heures

Salle Aragon, rue Joseph-Barra
à Trélazé

• Spectacle

99 jours, les troubles

En 1909, Jean-Baptiste Platel, ouvrier et membre fondateur du syndicat des boutonnières de l'Oise, rédige *1909, les troubles de Méru*, un texte retraçant l'histoire d'une révolte ouvrière qui eut un écho international.

La boutonnerie, principale activité de la région de Méru, était alors en plein essor, mais les conditions déplorables de travail et les réductions de salaire répétées débouchèrent le 3 mars 1909 sur un fort mouvement de grève, un conflit qui embrasa toute la région durant 99 jours.

La compagnie Oui Théâtre présente jusqu'au 22 mai, du mardi au samedi, un spectacle construit autour du texte de Jean-Baptiste Platel (spectacle qui

sera également présenté à la Fête de Lutte Ouvrière le dimanche 23 mai).

Tarif solidaire : 15 euros

Tarif participatif : 10 euros (tarif réduit pour les étudiants, lycéens, intermittents, groupes, familles nombreuses, enseignants).

Tarif militant : 5 euros (pour les syndicats, comités d'entreprise, associations d'entraide...)

Bénéficiez de ce tarif sur réservation en appelant le 08 92 70 12 28 et en donnant le code « militant », dans la limite des quotas disponibles. Un justificatif devra être présenté à la caisse au moment du retrait des places.

Théâtre Les Déchargeurs – 3, rue des Déchargeurs – 75001 Paris

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 – 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. – Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière multimédia (télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière audio

(version parlée de nos textes)
www.lutte-ouvriere-audio.org

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande			

L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise
du 26 avril



Face aux attaques contre les retraites, il faudra continuer la lutte après le Premier mai

Diviser les salariés pour mieux servir les intérêts des industriels et des banquiers étant la pratique habituelle du gouvernement, celui-ci a engagé son offensive sur les retraites en s'attaquant d'abord aux salariés de la fonction publique, présentés comme des privilégiés parce que leurs pensions sont calculées sur les six derniers mois de traitement. Mais en oubliant de dire que les primes qui constituent une part importante de leur salaire n'entrent pas dans le calcul de leur retraite.

Et c'est bien sûr au nom de « l'équité », au nom de l'égalité entre public et privé, que le gouvernement prétend agir. Que quelques milliers d'individus, qui n'ont souvent d'autre mérite que d'avoir trouvé un gros paquet d'actions dans leur berceau, encaissent chaque année en moyenne quelque trois millions d'euros de revenus chacun, voilà par contre qui ne heurte pas le sens de « l'équité » de Sarkozy, Fillon et consorts.

Et le chœur de tous ceux qui accaparent ainsi la plus grande partie des richesses produites dans ce pays de réclamer une nouvelle « réforme » des retraites, dans le privé comme dans le public. Une nouvelle, parce que de telles réformes n'ont cessé de se succéder depuis près de vingt ans, et qu'elles ont toutes contribué à réduire très sensiblement le niveau de vie des travailleurs qui partent à la retraite.

La prétendue nécessité de repousser l'âge du départ en retraite sous prétexte que l'espérance de vie a augmenté est un raisonnement débile.

Il n'y a aucune raison pour que le progrès doive se traduire par un allongement de la durée du travail, bien au contraire. Des millions de femmes et d'hommes, en particulier des jeunes, sont réduits au chômage ou à des emplois à temps partiel imposé ou à des « petits boulots ». Dans cette situation, repousser l'âge du départ en retraite paraît absurde.

Mais la volonté du patronat et du gouvernement est de diminuer ainsi encore plus le montant des retraites. Les responsables des difficultés de trésorerie des caisses de retraite, ce sont les patrons des grandes entreprises. Ils ont de fait bloqué les salaires, quand ils ne les ont pas carré-

ment diminués en faisant du chantage aux licenciements, et ils ont multiplié les suppressions d'emplois, les fermetures d'entreprises, pour augmenter leurs profits. Bien évidemment ces gens-là ne veulent surtout pas prendre sur leurs confortables profits pour alimenter les caisses de retraite, et le gouvernement leur a déjà garanti qu'il n'en était pas question.

La lutte des classes serait dépassée... prétendent ceux qui la mènent avec acharnement pour augmenter leur fortune au détriment des travailleurs. Eh bien non, et ce n'est que par la lutte que ceux-ci peuvent mettre un coup d'arrêt à la régression sociale qu'organisent patronat et gouvernement.

La plupart des grandes confédérations syndicales ont appelé à faire du Premier mai une journée de lutte pour les revendications. Mais elles n'annoncent rien pour la suite, car leur objectif n'est pas de contraindre le patronat et le gouvernement à reculer. Il est d'obtenir du gouvernement qu'il leur manifeste un peu plus de considération dans les consultations qu'il va organiser pour pouvoir dire que sa « réforme » des retraites se fait en concertation avec les représentants des travailleurs.

Cela, c'est la politique des confédérations, dont certaines ont déjà montré, comme la CFDT avec la « réforme » Balladur de 1993, qu'elles pouvaient accepter cette politique de régression sociale. Mais si la manifestation du Premier mai ne pourra évidemment pas, à elle seule, amener le gouvernement à reculer, les travailleurs peuvent se saisir de cette manifestation. En y participant nombreux, en mettant en avant des revendications qui s'opposent sans ambiguïté à toute atteinte à leur retraite, pour affirmer à la fois leur opposition résolue à la politique du gouvernement et du patronat et leur refus de tout compromis qui se ferait sur leur dos; pour affirmer leur volonté d'entraîner avec eux l'ensemble du monde du travail dans une lutte déterminée.

Travailleurs français et immigrés, travailleurs du public et du privé, une seule classe ouvrière qui doit lutter pour le progrès social: c'est cela la tradition du Premier mai.

Arlette LAGUILLER

• CAC 40

Les salaires des 40 voleurs

Nos lecteurs seront certainement ravis d'apprendre que le classement annuel du quotidien économique *Les Échos* sur les rémunérations des patrons du CAC 40, les quarante plus grosses entreprises cotées en Bourse, révèlent que ceux-ci sont plutôt à la hausse cette année. Cela prouve déjà que ceux qui plaident la modération salariale pour leurs employés n'appliquent pas à eux-mêmes ce qu'ils imposent aux autres.

Le total des rémunérations de ces grands patrons (dont quelques-uns sont aussi les

principaux actionnaires des entreprises qu'ils dirigent) indique, alors que deux salaires manquent encore à l'appel, un montant global de 79,5 millions d'euros, contre 76,4 millions l'année précédente (pour 39 entreprises).

Le trio de tête reste le même que l'an dernier: Franck Riboud (patron de Danone) avec 4,4 millions d'euros par an, suivi par Bernard Arnault (groupe Louis Vuitton Moët Hennessy, LVMH, et propriétaire du quotidien *Les Échos*) avec 3,9 millions d'euros, enfin

Chris Viehbach (directeur général et administrateur du groupe pharmaceutique Sanofi Aventis) avec 3,6 millions. Arrivent ensuite Jean-Paul Agon (L'Oréal) 3,4 millions, Gérard Mestrallet (Gaz de France) 3,3 millions, Henri de Castries (Axa) 3,2 millions, Lars Olofsson (magasins Carrefour) 3,1 millions, Lakshmi Mittal (ArcelorMittal) 2,7 millions, Christophe de Margerie (Groupe Total) 2,6 millions, François-Henri Pinault (Groupe Pinault Printemps Redoute) 2,5 millions,

Jean-Bernard Lévy (Vivendi) 2,4 millions, Martin Bouygues (2,4 millions), etc.

Mais ce classement, déjà impressionnant, est trompeur car il ne prend pas en compte les stock-options qu'une partie de ces PDG va également empocher (la moitié d'entre eux, selon *Les Échos*).

Le quotidien *L'Humanité*, qui s'est livré à quelques calculs supplémentaires, estime que, par exemple, cela fait grimper la rémunération de Bernard Arnault de 4,4 à 9 millions d'euros pour l'année. De

son côté, le patron de Sanofi Aventis empoche 3,4 millions de plus et celui de Total, 1,7 million. Cela sans compter les jetons de présence aux conseils d'administration.

Et tout cela n'empêche pas le gotha du patronat de chanter, ou de faire chanter aux gouvernants, des refrains mensongers comme « les caisses sont vides » ou « la concurrence nous empêche d'augmenter les salaires »!

Jacques FONTENOY

• Manifestations d'agriculteurs

Revenu en chute libre

Après leurs manifestations de l'automne dernier, au cours desquelles avait été fustigé «*Sarko céréales killer*», les céréaliers et autres producteurs de «*grandes cultures*» – betteraves et oléagineux, par exemple – sont revenus manifester à plusieurs milliers à Paris, le 27 avril, à l'appel des fédérations régionales des syndicats d'exploitants agricoles, les FRSEA.

Au volant de près de 1 300 tracteurs bien visibles dans l'Est parisien, les céréaliers entendaient dénoncer la baisse de leurs revenus et s'opposer à l'application de la «réforme Barnier» du printemps 2009. L'ancien ministre de l'Agriculture de Sarkozy assumait de fait la paternité d'un «bilan de santé» du volet français de la PAC, la politique agricole commune de l'Union européenne, qui prévoyait, dès 2010, qu'une partie des aides européennes seraient redistribuées en faveur d'exploitants plus en difficulté, comme les éleveurs ou

l'agriculture de montagne. La FNSEA, à l'échelle nationale, a prudemment évité d'appeler à la manifestation, puisqu'elle avait cosigné la réforme Barnier, recevant en retour des tombereaux de fumier devant le siège de son congrès.

Les producteurs de «grandes cultures» ne sont sans doute pas les plus mal lotis des 320 000 exploitants agricoles. Leurs revenus moyens, sur vingt ans, ont chuté de 3 %, alors que ceux des producteurs de lait ou des viticulteurs ont perdu 40 %, et ceux des producteurs de fruits 63 %. Mais

plus dure est la chute après les années fastes de 1995 à 1997 où leurs revenus avaient doublé, et surtout 2007 où le prix du blé avait flambé et où les revenus des céréaliers avaient connu des sommets, au moment même où, dans les pays les plus pauvres, des émeutes de la faim traduisaient la colère de la population devant le renchérissement du pain. De plus, sur les 80 000 agriculteurs concernés, qui exploitent en moyenne 120 hectares en Ile-de-France ou Picardie, 35 000 autres, «mixtes» plus modestes, n'exploitent en Pays de Loire, Bretagne ou Auvergne que quelques dizaines d'hectares en céréales ou oléoprotéagineux, tout en élevant porcs ou volailles. Ces derniers, moins «aidés» que les plus gros, subissent d'autant plus la chute des cours

du blé ou de l'orge.

On ne peut préjuger de l'effet produit par le porte-parole du gouvernement, l'inénarrable Frédéric Lefebvre, qui a jugé bon de rappeler aux agriculteurs manifestants et aux autres que Sarkozy «*les aime*» et que «*l'amour, ça veut d'abord dire la vérité à ceux qu'on aime... ça veut dire que les systèmes tels qu'ils étaient construits dans le passé ne peuvent pas continuer, chacun le sait*» – air connu

entonné en chœur par tous les ministres du même Sarkozy.

Mais les céréaliers, surtout les moins gros, touchés à la fois par le retour de bâton de la spéculation sur le blé, ou le maïs, et par l'augmentation des engrais, des pesticides et carburants aux mains des capitalistes de la chimie ou du pétrole, risquent fort de ne pas apprécier cet amour-là.

Viviane LAFONT

• Maternités

Naître là où c'est rentable

Les manifestations et pétitions contre des fermetures de maternités continuent ça et là, comme à Aix-les-Bains, à Decize dans la Nièvre ou Valréas dans le Vaucluse. Elles sont pourtant aujourd'hui bien moins nombreuses que par le passé car, malgré la résistance de la population, les restructurations projetées par le ministère de la Santé ont été largement réalisées.

En 2001 il y avait environ 680 maternités en activité. Elles ne sont plus que 550. 110 ont fermé, et une trentaine se sont transformées en centre périnatal, en centre de soins ou en établissement gériatrique.

Pour justifier les fermetures, les autorités avançaient la sécurité des accouchantes et la qualité des soins, en même temps que la rationalisation des coûts. Mais avoir un personnel médical compétent et disponible, c'est aussi une question de gros sous. Il faudrait former plus de gynécologues obstétriciens. Les maternités coûtent plus cher et sont moins rentables. C'est ce que montre le désengagement du secteur privé qui, entre 2001 et 2008, a fermé 90 maternités (sur 260), alors que le public en fermait 22.

Les économies dans la

santé ont aussi un effet d'entraînement. Certaines fermetures résultent indirectement de suppressions de services de chirurgie ou de réanimation auxquels les maternités étaient adossées. Ainsi à Aix-les-Bains c'est la fermeture du service de chirurgie viscérale d'une clinique privée qui met en cause la maternité du centre hospitalier public.

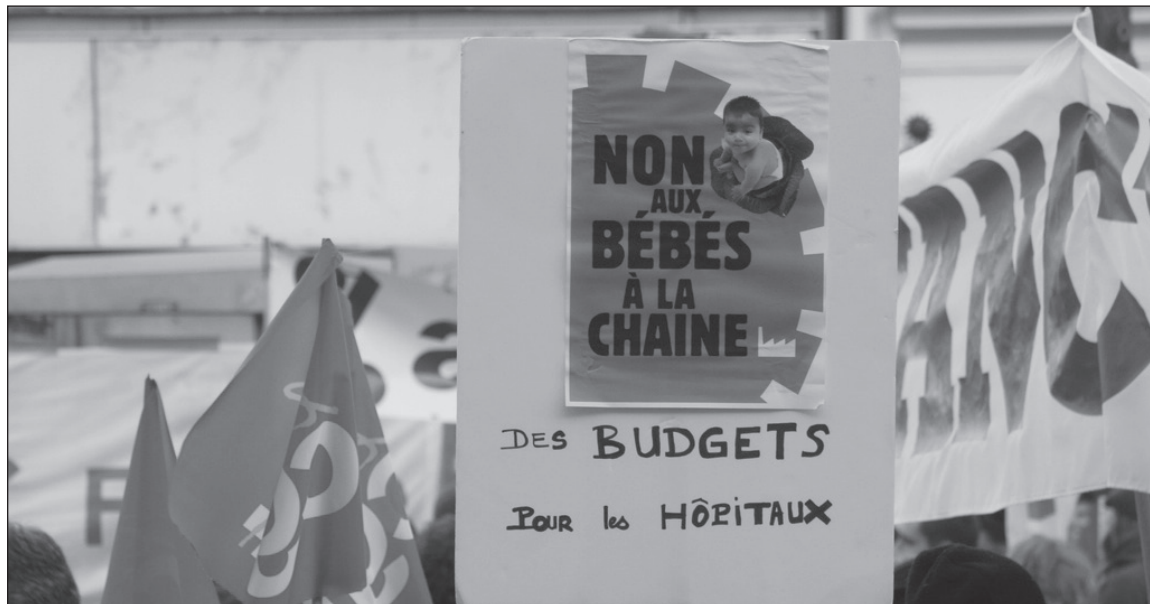
La tendance est aujourd'hui à fusionner hôpital et clinique et à regrouper des services. C'est sans doute moins populaire que de fermer une maternité, mais cela ne règle pas tous les problèmes. Et, comme le dit le chef du service gynécologie-obstétrique de l'hôpital Saint-Antoine de Paris, «*on n'a pas démontré que les regroupements dans de grands centres sont économiquement pertinents, ni qu'ils améliorent la qualité des soins*». Certains gynécologues dénoncent l'augmentation des naissances déclenchées et des césariennes qui résulte de cette «pratique industrielle».

Le ministère se justifie en disant que 78 % de la population est à moins de 20 minutes d'une maternité, et 97 % à moins de 45 minutes. Mais ces temps de transport représentent des distances à couvrir dans l'urgence, par tous les temps, parfois en région montagneuse, dans une ambulance qui vient de loin. Ces minutes peuvent signifier

la mort d'un bébé ou d'une mère.

Il est révoltant de fermer des maternités pour des raisons d'économies, alors que les naissances sont en augmentation et que les progrès médicaux permettraient d'en réduire encore les risques.

Vincent GELAS



Les banques, le livret A et le crédit aux PME

Alors que Sarkozy et d'autres feignent de se désoler des difficultés que les petites et moyennes entreprises (PME) ont à se procurer des financements bancaires, une précision s'impose. Ledit financement a déjà été prévu, et en grand. Il a même servi de prétexte pour livrer aux banques commerciales une

partie du gâteau du livret A.

Jusqu'en 2008, la distribution du livret A était réservée à La Poste ainsi qu'aux Caisses d'Épargne, l'argent collecté étant destiné à financer la construction de logements sociaux. Mais, dans le cadre de la loi dite de «modernisation de l'économie», l'actuel gouvernement a ouvert à toutes

les banques la collecte des dizaines de milliards que draine le livret A. Ce qui était le but de l'opération.

Ce que les banques ont fait de cet argent, dont on nous disait alors qu'il servirait à aider les PME, bien malin qui pourrait le dire !

P. L.

– Retraites –

Une campagne d'intox du gouvernement

Depuis deux semaines, dans de pleines pages des quotidiens, le gouvernement mène une campagne publicitaire sur le thème : « Nous devons trouver des solutions pour sauver nos retraites. » Ces publicités, entourées par des dizaines de portraits, affichent des exemples chiffrés pour tenter de nous intoxiquer :

« Espérance de vie en France : en 2010 : 81 ans. » Donc : « En 2030 : 21 millions de retraités ». Conséquence : « En 2030 : seulement 1,3 actif cotisera pour un retraité. » Conclusion et but de cette campagne : préparer les

travailleurs et la population à de nouveaux sacrifices !

Sur le thème de campagne, « pour sauver nos retraites », il y aurait d'autres slogans, plus justes, que nous proposons, comme : « Embauchez les 5 millions de chômeurs et augmentez les salaires pour augmenter les cotisations sociales. » Ou : « Prenons sur les dizaines de milliards de dividendes distribués chaque année. » Ou encore : « La retraite à 60 ans, c'est la santé ! » Car chaque année de travail après 60 ans ampute de six mois l'espérance de vie, les compagnies d'assurances elles-mêmes ont fait ces statistiques pour établir leurs tarifs.

En plus de cette campagne publicitaire, le gouvernement en aurait programmé

une deuxième, pour expliquer sa loi sur les retraites, dit-il, une fois celle-ci adoptée. Mais

justement, il est encore temps de l'empêcher !

Louis BASTILLE



• Chapeau !

Les retraites dorées des PDG

Tandis qu'ils attendent que le gouvernement mette en œuvre une réforme des retraites qui réduira le montant des pensions, et amorcera le développement de la retraite par capitalisation dont rêve le monde de l'assurance, les PDG du CAC 40, qui mènent déjà grand train avec leur rémunération « de base », se font voter des retraites dites « chapeau », que leur verseront les entreprises à leur départ en retraite, et d'un montant à faire frémir les salariés modestes qui n'ont que la retraite de la Sécurité sociale pour survivre.

L'annonce de la retraite chapeau de Zacharias, PDG du groupe Vinci, d'un montant annuel de 2,1 millions d'euros, complété par 2 millions de stock-options, avait fait scandale. Mais il fait école.

Les deux principaux dirigeants du groupe LVMH, Bernard Arnault et son directeur général Antonio Belloni, se sont accordé une retraite complémentaire de 1,2 million d'euros chacun, 35 fois le plafond de la Sécurité sociale.

La retraite de Franck Riboud (Danone) comprendra une retraite supplémentaire prise en charge par le groupe, d'un montant encore inconnu, mais également une rente qui atteindra 65 % de ses derniers salaires. N'étant pas calculée sur les 25 meilleures années, comme pour ses salariés, elle pourrait représenter une somme d'environ 2,6 millions d'euros.

Jean-François Dehecq, qui préside le conseil d'administration de Sanofi Aventis mais qui devrait partir en retraite

sous peu, aura droit à une rente viagère calculée sur les trois meilleures rémunérations annuelles brutes versées au cours des cinq années précédant sa cessation d'activité. Cela pourrait représenter une somme de 2 millions d'euros.

Curieusement, pour les retraites dorées des PDG, personne ne soulève l'idée que les PDG vivent en moyenne plus vieux que les ouvriers, que cela devrait amener une certaine modération des montants de leur pension pour ménager les ressources de l'entreprise, sans parler des salaires des travailleurs... Non, dans ce monde-là où on dépense sans compter, rien ne doit empêcher les plus riches de se gaver jusqu'à la mort.

Jacques FONTENOY

• Fonctionnaires

Mauvais coups en perspective

Dans le cadre de la réforme des retraites préparée par le gouvernement, le ministre du Travail Éric Woerth a reçu les syndicats de fonctionnaires, à la suite de quoi il n'a fait aucune proposition précise mais a prononcé des formules vagues sur la nécessité d'un « effort » de la part des fonctionnaires, au nom de l'« équité » avec les salariés du privé.

C'est déjà au nom de cette équité que, depuis plus de vingt ans, les gouvernements s'en sont pris successivement aux différents régimes de retraite un peu plus favorables aux travailleurs que le régime général.

Les agents de la fonction publique ont déjà subi une réforme avec la loi Fillon votée en 2003. Le nombre d'annuités nécessaire pour toucher une retraite à taux plein a progressivement été porté à 40, au lieu de 37,5, pour s'aligner sur les salariés du privé, touchés dix ans plus tôt par cette réforme. Les femmes continuaient à bénéficier d'une annuité par enfant élevé, mais elles ne pouvaient plus partir en retraite avant l'âge de soixante ans, même en ayant le nombre de trimestres nécessaire. En contrepartie, des primes ont été incluses dans le montant de la pension, sans effet rétroactif toutefois par rapport au vote de la loi, et sans que cela ait une grosse incidence sur ce montant.

À l'époque, le gouvernement n'avait pas osé s'en prendre au montant de la pension, fixé

à 75 % maximum du salaire perçu pendant les six derniers mois de carrière, les meilleurs, du fait du système de promotion basé essentiellement sur l'ancienneté. Cela ne signifie pas pour autant une bonne retraite pour tous les fonctionnaires, car beaucoup d'agents appartiennent à des catégories dans lesquelles le salaire ne dépasse guère le smic. Maintenant, même si Woerth déclare qu'il « ne sait pas s'il doit mettre les six mois sur la table », car « c'est un sujet qui fâche », il n'en a pas moins ajouté que ce problème « se pose évidemment ».

D'une façon ou d'une autre, que ce soit par l'augmentation des cotisations, l'allongement programmé de leur durée, leur augmentation ou la baisse des pensions, les retraites des fonctionnaires sont elles aussi dans la ligne de mire du gouvernement. Après avoir supprimé chaque année des dizaines de milliers d'emplois (ce qui fait évidemment moins de rentrées pour les caisses de retraites !), il va continuer ses attaques. Mais les salariés des trois fonctions publiques regroupent encore plus de cinq millions de travailleurs, même si 16 % d'entre eux n'ont pas le statut de fonctionnaire. Ils représentent une force qui aurait les moyens de se faire craindre et de repousser les mauvais coups qui se préparent. À plus forte raison si les travailleurs du secteur public et du secteur privé réunissaient leurs forces.

Marianne LAMIRAL

• Nos lecteurs écrivent

Comment les retraites de demain diminuent aujourd'hui

Comme plus de 2 millions et demi de salariés, je cotise obligatoirement à l'Ircantec, l'Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques.

Étant statisticien, mon salaire brut annuel est d'environ 36 000 euros. Sur la partie de mon salaire en dessous du plafond de la Sécurité sociale (tranche A) le taux de cotisation est de 5,63 %. Cela me rapporte un faible nombre de points, qui seront convertis en pension de retraite complémentaire le moment venu.

Sur la partie de mon salaire au-dessus du plafond (tranche B), le taux de cotisation est nettement plus élevé, 17,5 %, rapportant plus de points. Environ les deux tiers de ces cotisations sont des « cotisations patronales ».

Or le plafond de la Sécurité sociale augmente année après année. Et à présent la presque-totalité de mon salaire, qui n'a pas augmenté depuis trois ans, se trouve inclus dans la tranche A. En conséquence, les cotisations diminuent : en 2007 mon employeur cotisait 183 euros par mois pour ma

retraite complémentaire. Et aujourd'hui il ne cotise plus que 115 euros. Le résultat, c'est que chaque année travaillée me rapporte de moins en moins de points retraite complémentaire (964 points en 2007 et seulement 579 en 2009), ce que je viens de constater avec indignation en recevant mon relevé annuel de points.

Nos retraites sont vraiment attaquées par tous les bouts. Raison de plus pour ne pas laisser passer les mauvais coups qui tombent.

S.R. (Paris)

• Pasqua devant les juges

Innocent, comme l'agneau...

Charles Pasqua comparaît devant la Cour de justice de la République, composée de trois magistrats et de douze parlementaires, seule apte à juger d'affaires dans lesquelles sont impliqués des membres du gouvernement.

Ce feuilleton judiciaire, qui se terminera le 30 avril, prend de plus en plus un air rocambolesque, avec un Pasqua père toujours aussi patelin, un Pasqua fils « bon garçon ». Parmi les témoins à charge, quelques-uns sont un peu amnésiques et une femme se plaint d'avoir été victime de pressions à la sortie du tribunal. Par-dessus le marché, la pièce maîtresse, un certain Étienne Léandri, a eu le bon goût de mourir en 1995.

Charles Pasqua doit répondre d'accusations de corruption à l'époque où il était ministre de l'Intérieur, entre 1993 et 1995.

Dans l'affaire du casino d'Annemasse, il est accusé d'avoir accordé à des proches l'autorisation d'ouvrir cet établissement, en échange d'une promesse de subvention pour une future campagne électorale. Cinq ans plus tard, comme par hasard, il recevait 7,5 millions de francs (1,14 million d'euros) issus de la vente de ce casino, pour sa campagne aux élections européennes. Ces

faits hors période ministérielle lui ont déjà valu une condamnation à 18 mois de prison avec sursis, pour financement illégal d'une campagne électorale.

Dans l'affaire de la Sofremi, organisme du ministère de l'Intérieur chargé de vendre du matériel de police à l'étranger, il est accusé d'avoir favorisé la signature de contrats rapportant à un certain nombre de proches, dont son fils, des commissions équivalant à 5,4 millions d'euros.

Enfin dans la dernière affaire, c'est encore une accusation de corruption en échange d'un feu vert donné au groupe Alstom pour déménager le siège de sa branche transport.

Cette fois-ci, il risque au maximum dix ans de détention. On peut douter que la Cour de justice de la République aille jusque-là. Et Pasqua se défend : entre l'affaire Elf (1989-1993), celle de ventes d'armes à l'Angola (1993-1995), l'affaire Pétrole contre nourriture, il a une grande habitude de ce genre de situation. Il a dit

d'ailleurs qu'il en a vu d'autres. Sa défense est classique : il est innocent, ignorant de tout, victime de la rapacité de son entourage, alors que l'argent n'a jamais été son ambition, enfin c'est une victime de règlements de comptes politiques.

Cette ignorance de ce que certains appellent « une forme institutionnelle de racket » ne peut que faire sourire quand on sait à quel point Pasqua est l'homme des réseaux souterrains, un habitué des situations opaques, particulièrement en politique. Il a commencé sa carrière comme responsable du SAC (Service d'action civique), le service d'ordre gauliste qui s'est fait remarquer par sa violence, ses coups tordus et sa dérive vers des actions mafieuses. Il a continué, entre des périodes où, ministre de l'Intérieur, il se signalait par sa politique répressive contre les immigrés et les manifestants, et des périodes sans poste, où il plaçait son monde en Afrique, où toutes les affaires sont limpides, comme chacun sait.

Alors, « innocent »... aux mains pleines ?

Sylvie MARÉCHAL

• Enseignants (Seine-Saint-Denis)

Des économies au détriment de la formation

Depuis la rentrée 2009, le problème des instituteurs absents non remplacés devient crucial. Plus de 2000 journées de professeur des écoles non remplacés ont été comptabilisées dans le département de Seine-Saint-Denis. Les syndicats enseignants chiffrent à 450 le nombre de titulaires remplaçants manquant dans le département pour faire face aux besoins.

Aussi les parents et les enseignants réclament depuis des mois que des instituteurs soient recrutés sur la liste complémentaire, incluant ceux qui ont raté le concours de justesse. L'inspecteur d'académie leur a répondu que le fait de ne pas remplacer les instituteurs absents cette année était un choix délibéré. En effet le ministère compte sur la réforme du concours des enseignants et des maîtres, qui rentrera en application à la rentrée 2010, pour boucher les trous avec tous les nouveaux lauréats au concours ;

mais pour aujourd'hui rien.

Les dispositions concernant cette réforme commencent à être connues dans leurs grandes lignes. Dans le primaire, les stagiaires ayant réussi le concours seront les deux premiers mois, septembre et octobre, dans la classe d'un collègue chevronné. Ensuite, ils seront seuls devant des classes entières, en remplacement d'un instituteur absent. Ils occuperont donc un poste à part entière.

Dans le secondaire, il en ira de même. Les jeunes reçus au concours auront un service à temps plein, de 18 heures de cours par semaine, alors qu'avant ils n'avaient que 6 heures de cours, afin d'avoir le temps de se former tout au long de l'année.

Ainsi, en faisant disparaître la formation professionnelle des enseignants et des maîtres, le ministère fera de grosses économies de postes.

Correspondant LO

• Vichy

Un modèle pour Le Pen

À chaque fois, ou presque, qu'on lui tend un micro – et ces derniers temps les occasions n'ont pas manqué – Le Pen sort une nouvelle déclaration provocatrice, dont il s'est fait une spécialité. Ainsi, interrogé dans le cadre de l'émission Le grand jury RTL/LCI/Le Figaro, il a pris la défense du régime de Vichy du maréchal Pétain, dont l'action aurait permis, a-t-il déclaré, à de nombreux Juifs d'éviter la déportation vers les camps de la mort mis en place par les nazis.

« Ce qui est assez remarquable dans l'histoire des Juifs d'Europe – il est mort hélas trop de Juifs, mais 29 000 Juifs français et au total 80 000 morts ou disparus résidents – c'est que, si on compare cela aux communautés juives de Belgique, Hollande, Danemark, on s'aperçoit que les Juifs français ont bénéficié, somme toute, d'une indulgence que leur a valu l'action du gouvernement français. »

Aussi, à entendre le dirigeant du FN, les Juifs français ou étrangers résidant sur le territoire français devraient s'estimer heureux de n'avoir eu « que » 80 000 morts, d'avoir

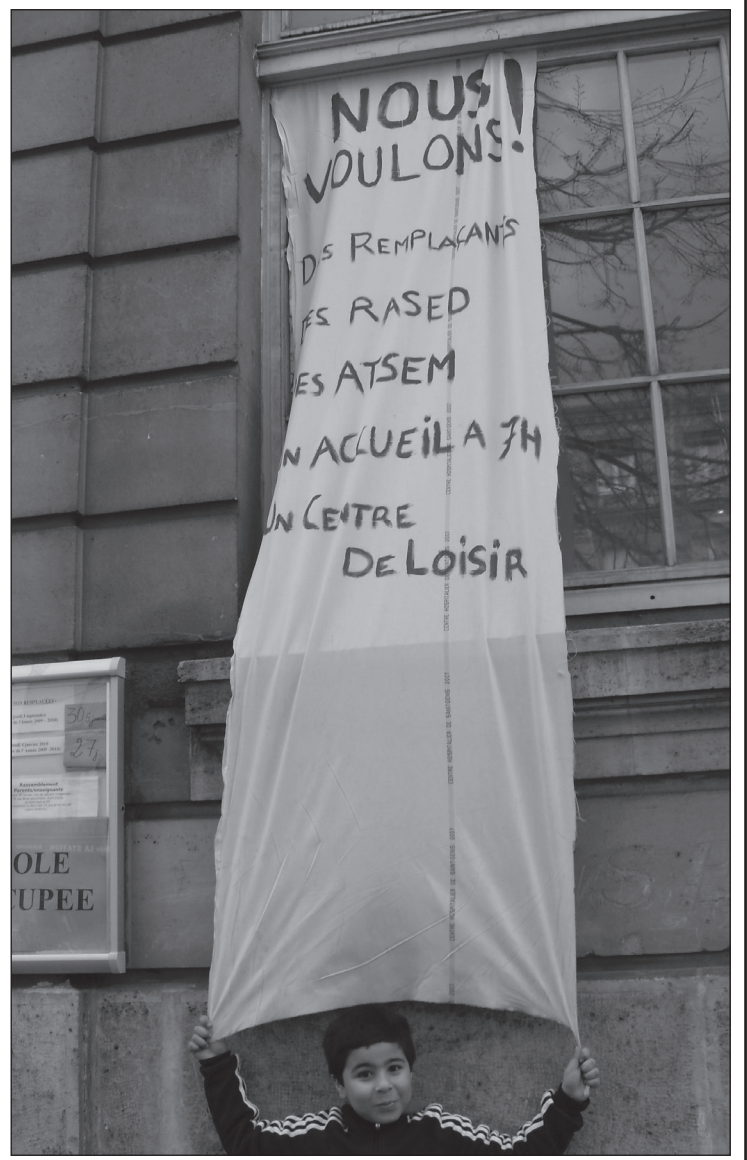
évité pire et de n'avoir pas été ni hollandais, ni belges.

Le nombre de victimes, et de victimes juives en particulier, a évidemment varié d'un pays à l'autre. On considère qu'il y a eu près de 6 millions de victimes juives durant la Seconde Guerre mondiale, dont 3 millions en Pologne, 700 000 en URSS, 130 000 en Allemagne, plus de 100 000 aux Pays-Bas, 80 000 en France. Ces chiffres reflètent des différences de situation, mais ne traduisent évidemment pas une mansuétude particulière du régime de Pétain, et encore moins sa volonté de protéger les Juifs des

exactions nazies. Prétendre cela est un pur mensonge, contredit entre autres par le fait que par exemple la rafle du Vel' d'Hiv, commandée certes par les autorités d'occupation allemande, fut réalisée de bout en bout par la police française de Vichy, avec un zèle et une efficacité tels que les autorités allemandes ne cachèrent pas leur étonnement admiratif.

Un mensonge de plus, une nouvelle provocation de ce représentant de l'extrême droite, nostalgique d'une période où non seulement ont traqué les Juifs, mais aussi les communistes et les syndicalistes. Mais que peut-on attendre d'autre d'un politicien qui osait prétendre naguère que la France défendait la « civilisation » par les armes et la torture dans les pays colonisés, en particulier en Algérie, où il ne se contenta pas de sévir par la parole ?

Jean-Pierre VIAL



• Le 1^{er} Mai

Journée internationale des travailleurs.



La foule à Fourmies le 1^{er} mai 1891 quelques instants avant la fusillade.

C'est en 1889, un siècle après le début de la Grande révolution, que les congressistes de la Deuxième Internationale, réunissant les partis socialistes de différents pays, décidaient d'une journée de manifestation internationale, le 1^{er} mai. Rosa Luxemburg écrivait que « l'heureuse idée d'utiliser la célébration d'une journée de repos prolétarienne comme un moyen d'obtenir la journée de travail de 8 heures [était] née tout d'abord en Australie » en 1856.

Il s'agissait aussi, à l'époque, d'affirmer qu'au-delà des frontières, les intérêts des travailleurs étaient les mêmes. La date était choisie pour marquer la solidarité des socialistes du monde entier avec les cinq militants anarchistes des Knights of Labor, les Chevaliers du Travail, exécutés à Chicago à la suite d'une grève pour la journée de huit heures, le 1^{er} mai 1886.

Après ce premier 1^{er} mai, en 1890, de nombreux autres virent s'enchaîner grèves, manifestations, répressions lancées par les gouvernements bourgeois. En France, en 1891, l'armée tira à Fourmies sur le cortège ouvrier, faisant dix morts et quatre-vingts blessés. Périodes historiques, ambiances différentes, se succédèrent, mais les grèves du 1^{er} mai se déroulaient dans le rappel, parfois périlleux,

de la solidarité ouvrière internationale.

Puis des politiciens au service de la bourgeoisie s'employèrent à vider cette journée de son contenu de classe.

Hitler et Goebbels, dès 1933, en firent une fête officielle du régime nazi. Le 1^{er} mai, cette année-là, fut décrété la première grande fête populaire du nouveau pouvoir. Les ouvriers furent conviés à venir en masse. Les SA veillaient au bon déroulement du rassemblement, où Hitler annonçait le rôle de premier plan qui serait dévolu au « travail » et... le 2 mai, cinquante-huit dirigeants syndicaux étaient arrêtés et les syndicats ouvriers dissous.

En 1941, Pétain fit du 1^{er} mai un jour de repos, la « fête du travail et de la concorde sociale », astucieusement positionné le jour de la Saint

Philippe de l'époque, et fit refleurir le virginal muguet dont les blanches clochettes semblaient bien plus convenables que l'églantine prolétarienne ou le drapeau rouge. En 1988 c'est un Le Pen, en digne héritier d'un Pétain dont il se réclamait encore récemment, qui récupérait ce passé entre les deux tours de l'élection présidentielle, pour tenter lors du 1^{er} mai une opération politique célébrant à la fois la « fête du travail et de Jeanne d'Arc ».

En France, le 1^{er} mai est aujourd'hui un jour férié « chômé et payé ». Mais dans bien d'autres pays, les manifestations ouvrières du 1^{er} mai, loin d'être autorisées, sont restées des combats, grèves à l'appui, comme en Turquie en 1977 où 34 morts furent déplorés parmi les manifestants.

Défilé traditionnel souvent, objet de rivalités entre directions syndicales parfois, les manifestations du 1^{er} mai restent une précieuse occasion pour le monde du travail d'exprimer son existence à l'échelle internationale et son refus de la monstrueuse logique capitaliste.

Viviane LAFONT

• Travailleurs du spectacle

Une nouvelle mobilisation le 6 mai

La fédération CGT du spectacle appelle à une nouvelle journée nationale d'actions jeudi 6 mai. Elle entend ainsi donner une suite et « amplifier la mobilisation » commencée le 29 mars dernier, où plusieurs milliers de salariés du spectacle avaient battu le pavé, à Paris mais aussi à Angers, Bordeaux, Lyon ou Nantes, aux cris de « No culture, no future », afin de défendre « l'art et la culture » menacés par la politique du gouvernement.

Le 29 mars déjà, plusieurs milliers de manifestants avaient défilé à Paris à l'appel des organisations de salariés et des employeurs du Syndecac, qui représente les propriétaires de scènes subventionnées, avec des banderoles où l'on pouvait lire : « C'est en semant les théâtres qu'on cultive les hommes » ou encore : « Cultive-toi pauvre ».

Comme beaucoup d'autres salariés, les travailleurs du spectacle sont inquiets pour l'avenir des financements, déjà en régression pour les petites compagnies et structures. Ils sont préoccupés par la réforme annoncée des collectivités territoriales, étant donné que leur activité dépend à 70 % de financements locaux. Et même si Sarkozy prétend le contraire, ils craignent que départements et régions perdent toute possibilité d'aider les activités culturelles.

À cela s'ajoutent les conséquences de la suppression de

la taxe professionnelle et des transferts de charges non compensés financièrement, qui mettent déjà en péril certaines collectivités. Selon le président du Syndecac, « trente départements seront en difficulté en 2010 et ne pourront plus subventionner la culture à la même hauteur qu'avant ».

La CGT du spectacle constate qu'un audit du ministère de la Culture, lancé par le Premier ministre dans le cadre de « la révision générale des politiques publiques (RGPP), qui est une régression générale des politiques publiques », va avoir pour conséquence « de faire plus avec moins, de sabrer l'emploi et de tourner le dos aux missions de service public ».

Le ministre de la Culture, Frédéric Mitterrand, se veut rassurant en déclarant que l'État ne se désintéresse pas de la culture et que ses budgets ne sont pas en recul. Pourtant, même si la hausse des moyens alloués cette année à la plupart des secteurs (presse, cinéma et audiovisuel) dépasse 5 %, elle n'est que de 0,4 % pour le spectacle vivant, une hausse inférieure à l'inflation. En pratique, c'est donc une baisse.

Les travailleurs du spectacle poursuivent donc leur mobilisation pour se faire entendre d'un gouvernement qui réserve ses subventions aux grandes entreprises, celles qui en ont le moins besoin.

Jacques FONTENOY

• La Poste

E-mail provocateur

La direction de La Poste a finalement muté dans un autre service le cadre supérieur qui parlait de « chasse ouverte » et « d'extermination » pour les mauvais vendeurs de produits financiers.

Le 13 avril, le syndicat Sud-PTT avait rendu public le courriel envoyé début mars par le directeur de la Poste Paris-Sud à ses directeurs de vente, dans lequel il demandait « l'ouverture de la chasse sans quota » pour les vendeurs, « jusqu'à épuisement (rapide) des espèces qui ne sont pas protégées », ainsi que « l'extermination des vendeurs à zéro », c'est-à-dire les employés n'ayant pas réussi à placer un produit financier.

La direction de La Poste avait dans un premier temps qualifié ces propos de « maladresse » ; ils ne correspondaient

pas aux « valeurs et aux modes de fonctionnement de La Poste », ajoutait-elle. Mais la maladresse a surtout consisté à mettre par écrit des pratiques qui se généralisent : des pressions en tout genre s'exercent sur les agents de La Poste, et pas seulement sur ceux qui n'arrivent pas à faire les objectifs chiffrés qu'on leur demande. Les suppressions d'emplois, les réorganisations incessantes, les horaires à rallonge, tout cela conduit à une dégradation des conditions de travail qui pèse sur tous.

Le ton méprisant de ce courriel est dans la ligne de la politique de La Poste, qui est d'accroître la rentabilité financière dans l'intérêt de futurs actionnaires.

Marianne LAMIRAL

• Contre les crimes racistes

À la mémoire de Brahim Bouarram

Le 1^{er} mai 1995, Brahim Bouarram, un jeune Marocain de 29 ans, avait été jeté dans la Seine. Parce qu'il était immigré !

Les assassins venaient de quitter un défilé du Front National de Le Pen et s'en étaient pris au premier immigré rencontré.

Différentes organisations appellent à rendre hommage à la mémoire de Brahim et à toutes les victimes des agressions et crimes racistes, et à dénoncer les politiques xénophobes qui les suscitent, en appelant à un rassemblement.

Le 1^{er} mai 2010, de 11h à 12h, Pont du Carrousel à Paris



La commémoration le 1^{er} mai 2008

• La crise financière

Aide à la Grèce ou aide aux banques ?

Depuis qu'une agence de notation a annoncé, le 27 avril, qu'elle dégradait la note qu'elle attribue à la Grèce, la plupart des Bourses ont recommencé à baisser, de même que la monnaie européenne, l'euro. Quelques jours auparavant, le 23 avril, le Premier ministre grec Georges Papandréou avait demandé publiquement le déblocage d'une aide de la part du Fonds monétaire international et de l'Union européenne.

Mais une fois de plus les dirigeants européens ne se sont hâtés que très lentement de décider d'aider la Grèce à faire face aux échéances de sa dette; quitte à risquer de déclencher

une nouvelle panique financière et de devoir accorder cette aide plus tard, mais en payant un prix nettement plus élevé aux spéculateurs.

En effet, compte tenu de la proximité d'élections régionales, la chancelière allemande Merkel puis son ministre des Affaires étrangères ont tenu à rappeler que le déclenchement de l'aide était subordonné à la présentation par la Grèce d'un « plan d'économies crédible ».

Quant à Christine Lagarde, pour la France, elle a proposé de prêter immédiatement 3,9 milliards d'euros de « solidarité » indispensable vis-à-vis d'un pays membre du « territoire de l'euro »; mais a ajouté avec une certaine dose de mépris que cela « ne veut pas dire être

complaisant ». En effet, comme le rappelait ironiquement l'économiste de France Inter Bernard Maris, « on ne peut pas faire à la Grèce les mêmes cadeaux qu'aux banques, parce que la Grèce n'est rien. Les dix plus grandes banques mondiales pèsent 2 000 milliards d'euros, et la Grèce 200 milliards ».

Mais ce n'est pas « la Grèce », et encore moins sa population, que les gouvernements français et allemand, et la FMI, seront sans doute contraints de soutenir. Ce sera bien, une nouvelle fois, les banques. Selon les calculs de l'une d'entre elles, Natixis, les banques, assurances et fonds d'investissement français posséderaient 16,8 % de la dette publique de la Grèce; leurs homologues allemands, eux,

« seulement » 9,5 %. Lesquelles créances seraient réduites à bien peu de chose en cas de faillite de l'État grec. Les banques françaises, les seules à détenir des filiales en Grèce, singulièrement la Société Générale, avec Geniki, et le Crédit Agricole, avec Emporiki, sont très « exposées », avec leur portefeuille de 54 milliards d'euros cumulés de « prêts risqués » accordés à des entreprises ou des particuliers grecs. Les banques allemandes, elles, auraient plus modestement investi dans cette aubaine 31 milliards d'euros.

Il n'y a aucune chance que l'aide débloquée serve les intérêts de la population, au contraire, puisqu'elle est conditionnée, explicitement, à des mesures brutales d'économies

qu'elle seule supporte, en tant que salariés comme en tant que consommateurs.

En revanche, les banques et les fonds spéculatifs seront soutenus dans ce que les hommes de leur monde osent nommer des « risques », comme si c'étaient les banquiers et les actionnaires qui les supportaient, et non la population des pays concernés ! La baisse des Bourses n'est d'ailleurs que le biais par lequel les capitalistes rappellent qu'ils veulent de toute façon être assurés de toucher leurs intérêts. Quitte à provoquer un vent de panique pouvant faire s'écrouler tout le système.

Viviane Lafont

Les protestations continuent

Le 22 avril, à l'appel du syndicat de la fonction publique Adedy, une grève de 24 heures a paralysé l'administration et perturbé les transports maritimes grecs. Les marins, qui avaient commencé le mouvement dès la veille, ont bloqué le port du Pirée. La grève a touché les écoles. Les tribunaux ont été fermés, les employés réclamant des hausses de salaire et des embauches. Les hôpitaux ont fonctionné avec le personnel minimum, les médecins protestant contre la baisse de 20 à 30 % des subventions.

À cette grève des fonctionnaires s'étaient joints des travailleurs du privé. La confédération du privé GSEE n'appellait pas au mouvement, mais une de ses tendances, Pame, le Front syndical du Parti Communiste, appelait à des débrayages, en particulier dans le bâtiment et le textile ainsi que dans des raffineries et des grandes surfaces.

À Athènes, une manifestation a rassemblé plus de 15 000

personnes. D'autres manifestations ont eu lieu ailleurs, comme à Thessalonique, regroupant des salariés mais aussi des étudiants et même des petits commerçants.

Cette journée était prévue de longue date, puisqu'elle coïncidait avec l'ouverture des discussions entre le gouvernement grec et les représentants de l'Union européenne et le FMI. Mais les conditions réitérées pour mettre en place une aide financière n'ont pas calmé la situation, loin de là. Elles ne sont certes pas nouvelles, puisque le plan d'austérité appliqué par le gouvernement grec attaque l'emploi et les salaires dans la fonction publique, tout en augmentant les taxes, dont la TVA. Un nouveau plan contre les retraites est annoncé depuis longtemps. Et le gouvernement Papandréou s'apprête à appliquer le « plan Callicratès », une réorganisation administrative qui regroupera des communes et

qui devrait supprimer plusieurs centaines d'organismes publics, avec des menaces sur l'emploi de milliers de contractuels.

Mais les exigences renouvelées des chefs d'État européens, Allemagne en tête pour des raisons électorales, ont été reprises et amplifiées par les représentants du FMI. Le ministre du Travail grec a fait savoir que le FMI demandait entre autres la suppression du 14^{ème} mois de salaire dans le secteur privé et une réforme du régime des licenciements, ainsi qu'une réforme du « plan de stabilité » si les objectifs n'étaient pas atteints en 2010.

Ce n'est pas fait pour calmer les protestations, d'autant plus qu'au fil des mois l'application des mesures d'austérité rend la vie de plus en plus difficile: un récent sondage effectué dans la région d'Athènes a révélé que 35 % des personnes interrogées avaient réduit leurs dépenses de vêtements et 14 % leurs dépenses d'alimentation.

Le 26 avril, les marins se sont remis en grève contre l'ouverture à la concurrence et les menaces sur leurs emplois. La fédération des fonctionnaires Adedy a organisé un nouveau rassemblement le 27 avril et prévoit une grève commune avec la fédération du privé GSEE, qui elle-même a annoncé une grève générale le 5 mai.

Plus que jamais, le problème d'une riposte coordonnée se pose pour les travailleurs de Grèce. Et pas seulement pour eux.

Sylvie MARÉCHAL



Paul GALOIS

• Belgique

Concurrence communautaire et attaques antiouvrières

Après quelques mois dominés par les conséquences de la crise économique, les dossiers communautaires sont revenus sur le devant de la scène en Belgique. Le VLD, Parti libéral flamand, a quitté la table de négociations du dossier BHV (l'arrondissement Bruxelles-Halle-Vilvorde) et démissionné du gouvernement fédéral. Le Premier ministre Yves Leterme a présenté la démission du gouvernement fédéral au roi, qui l'a acceptée.

La Belgique se retrouve donc une nouvelle fois sans gouvernement fédéral, et des élections anticipées vont devoir être organisées en juin. Comme les gouvernements régionaux – flamand, wallon et bruxellois – sont devenus prépondérants par rapport au gouvernement fédéral au fur et à mesure des réformes, la plus grande partie des institutions du pays continuera de fonctionner. Mais alors que la Belgique doit prendre la présidence européenne le 1^{er} juillet, c'est elle qui se retrouve sans gouvernement !

Le symbole BHV

L'arrondissement juridique et électoral Bruxelles-Halle-Vilvorde regroupe les 19 communes composant Bruxelles et 35 communes flamandes encerclant Bruxelles. Depuis la création de la « frontière linguistique » en 1963, ces communes ont un statut bilingue. Contrairement à tous les autres habitants du pays, ceux de ces communes peuvent choisir le néerlandais ou le français pour leurs démarches administratives, l'enseignement, les rapports avec la justice, et peuvent voter pour des listes électorales flamandes ou francophones bruxelloises. En dehors de Bruxelles, il y aurait 150 000 francophones vivant dans ces communes flamandes, et dans quelques-unes ils seraient même majoritaires.

La scission de BHV, avec Bruxelles d'un côté et une région flamande à part entière de l'autre, est devenue une exigence des partis nationalistes flamands, sur laquelle tous les autres se sont alignés. Surtout qu'en face, les politiciens francophones utilisent toutes les ficelles juridiques et administratives possibles pour faire trainer les choses en longueur et éviter de faire des concessions aux partis flamands.

D'autant plus que le développement de Bruxelles attire de nombreux employés qui s'établissent dans les communes environnantes, réduisant d'autant la proportion d'habitants de ces communes parlant naturellement néerlandais.

Cette situation inextricable est le résultat des choix

réactionnaires de la bourgeoisie, des notables et des politiciens francophones, depuis la naissance de la Belgique en 1830 jusqu'à ces dernières décennies. Après avoir imposé le français comme seule langue nationale à une population pourtant majoritairement flamande, après avoir refusé le bilinguisme, et partagé le pays en fonction de la langue quand le mouvement nationaliste flamand est devenu irrépressible, après avoir scindé économiquement le pays dans les années 1960 pour défendre les patrons wallons, après avoir scindé les partis politiques dans les années 1970, les politiciens francophones sont mal venus de se poser aujourd'hui, eux et leurs supporters francophones des communes de la périphérie de Bruxelles, en victimes du nationalisme flamand !

Le prétexte communautaire

Les problèmes communautaires ont permis depuis quarante ans aux politiciens, du nord comme du sud du pays, de mener une longue suite d'attaques contre les classes laborieuses, en rejetant systématiquement la responsabilité sur l'autre communauté. Tous les partis politiques en ont fait leur cheval de bataille et, du coup, ce thème domine la vie politique en Belgique, contribuant au développement des partis nationalistes.

Des crises communautaires et des réformes des institutions, la Belgique en a connu beaucoup. Mais en pleine crise économique, cette crispation communautaire prend de tout autres dimensions.

La FEB (la Fédération des entreprises de Belgique, l'équivalent du Medef) a ainsi lancé un appel à arrêter de « jouer avec le feu », invitant les politiciens à trouver rapidement une solution négociée, à « sortir de leur logique propre » et à « prendre en compte les préoccupations économiques et sociales des entrepreneurs et des citoyens qui craignent une atteinte grave à leur bien-être ».

La FEB ne veut pas se retrouver dans une crise politique comme en 2008, sans personne au gouvernail pour distribuer les milliards de l'État fédéral. Quant aux « atteintes au bien-être » des



citoyens, et en particulier des travailleurs, ils en sont les principaux responsables ! Malheureusement, cela n'a pas empêché les dirigeants des confédérations syndicales FGTB et CSC de lancer cet appel en commun avec la FEB et d'autres organisations patronales, comme si les travailleurs avaient quoi que ce soit à en attendre.

Le patronat flamand à l'offensive

Les calculs politiques en vue des prochaines élections de 2011 et les considérations sur sa propre carrière ont certainement tenu une part non négligeable dans la décision d'Alexandre De Croo, le jeune président du VLD, quand il a décidé de quitter le gouvernement, coup d'éclat qui allait le faire tomber.

Mais surtout ce patron de PME de 34 ans bénéficie du soutien du patronat flamand des petites et moyennes entreprises, qui a jugé pouvoir ainsi créer une situation où les politiciens francophones n'auraient d'autre choix que de céder à leurs revendications. Pour ce patronat qui exploite des travailleurs dans toutes les langues, la scission de BHV n'est qu'une étape vers la régionalisation des impôts, qui relèvent encore du domaine fédéral. La crise rend ce patronat d'autant plus impatient de voir

se réaliser cette réforme, qui lui permettrait de diminuer ses cotisations et donc d'augmenter ses profits.

Ainsi l'Unizo, l'association flamande des classes moyennes, et la Voka (liée à la FEB), deux des principales organisations patronales flamandes, ont refusé de signer la déclaration commune de la FEB. Pour la Voka, cette nouvelle crise « prouve une fois de plus la nécessité d'une nouvelle réforme de l'État qui (...) transfère plus de compétences aux régions ». L'Unizo demande « un régime qui reflète la réalité économique... L'organisation pense notamment à la régionalisation

du marché du travail et à la nécessité de s'attaquer de façon adéquate aux problèmes qui diffèrent de région en région. »

Une partie des politiciens francophones sont prêts à ces concessions. Ainsi, la ministre PS des Affaires sociales et de la Santé publique, Laurette Onkelinx, a déclaré dans le journal *Le Soir*: « Quand on aura trouvé une solution pour BHV, il faudra redéfinir un contrat national, les compétences de chacun. » Il est certain que les travailleurs doivent en tout cas se préparer à rendre les coups... et ce dans toutes les langues.

Correspondant LO



• Île Maurice

Élections législatives

Communautarisme et candidats interchangeables

Le 5 mai prochain la population de l'île Maurice, située dans l'océan Indien, à l'est de La Réunion, se rendra aux urnes pour élire des nouveaux députés au Parlement et, par voie de conséquence, le prochain Premier ministre. Le samedi 17 avril, lors de la Nomination Day, jour du dépôt des listes, 545 candidatures ont été enregistrées, dont 104 ont été finalement rejetées, surtout parce que les candidats ont refusé de mentionner leur appartenance ethnique comme la loi les y oblige.

La déclinaison de l'appartenance ethnique est une règle constitutionnelle imposée par l'administration coloniale britannique en 1958 et qui s'est maintenue y compris après l'indépendance de l'île en 1968. La Constitution reconnaît toujours quatre communautés : hindoue, chinoise, musulmane et une communauté dite « générale » qui regroupe les créoles.

Les candidats « rejetés » n'ignoraient évidemment pas cet article, mais le refus de s'y plier était pour eux une façon de dénoncer cette forme de communautarisme en demandant la révision de la Constitution. Les plus importants partis acceptent la loi et s'arrangent

pour placer leurs candidats dans les différentes circonscriptions en fonction de leur communauté respective.

Parmi les différents partis qui se présentent, il y a deux grandes coalitions. Celle de l'Alliance pour l'avenir, composée par le Parti travailliste (PTr), le Parti mauricien social-démocrate et le Mouvement socialiste militant. La seconde coalition a pour nom l'Alliance du cœur, elle regroupe le Mouvement militant mauricien (MMM), l'Union nationale et le Mouvement mauricien socialiste démocrate. Tous ces partis se sont retrouvés dans des gouvernements successifs, toujours au sein de coalitions,

tantôt aux commandes, tantôt dans l'opposition.

L'actuel Premier ministre et leader du PTr, Navin Ramgoolam, conduit l'Alliance pour l'avenir. Le chef de file de l'Alliance du cœur, qui forme aujourd'hui l'opposition, est Paul Bérenger, leader du MMM. Entre 1982 et 2005, ce dernier fut à plusieurs reprises membre du gouvernement, où il occupa tour à tour les postes de ministre des Finances, ministre des Affaires étrangères, vice-Premier ministre (dans un gouvernement de coalition avec le PTr) et même le poste de Premier ministre.

L'actuel gouvernement dit de l'Alliance sociale, au pouvoir depuis 2005, a multiplié en cinq ans les mesures au profit des capitalistes mauriciens (et aussi étrangers). Parmi elles il y eut l'Employment Relations Act et l'Employment Rights Act, deux lois qui rendent les emplois plus précaires et facilitent les licenciements, notamment

en réduisant le délai de préavis de trois mois à un mois.

Ces dernières années, des licenciements massifs ont eu lieu dans l'industrie sucrière, le textile et l'hôtellerie. Plus de 20 000 travailleurs du secteur sucrier ont été contraints de partir en retraite anticipée, alors même que des mesures étaient prises pour accroître les revenus des planteurs, des plus gros d'entre eux en l'occurrence. Dans l'industrie du tourisme, de grands groupes hôteliers ont accaparé les terres nécessaires à la construction de leurs établissements, souvent de luxe, en expulsant des populations sans ménagement. En juin 2006, le gouvernement voulut supprimer la distribution de pain dans les écoles primaires. La mobilisation des familles ne se fit pas attendre et le gouvernement dut remballer son projet.

À l'approche des élections, Ravin Ramgoolam du Parti travailliste a de nouveau fait

semblant de s'intéresser au sort des plus démunis, allant même jusqu'à dire que Paul Bérenger, son principal opposant, avec qui il a gouverné, l'a empêché de prendre « l'argent des gros capitalistes » en refusant l'instauration d'une taxe « sur les barons sucriers ». La démagogie étant bien partagée, Bérenger (du MMM) affirme de son côté avoir choisi « la lutte des travailleurs ».

Dans cette île qui compte plus de 1,2 million d'habitants et où le taux de chômage a fortement progressé, les classes populaires ont de plus en plus de mal à vivre avec des salaires qui restent bas. Plus de 100 000 personnes vivent avec moins de 95 euros par mois, ce qui est très peu, vu les prix pratiqués à Maurice. La population laborieuse de l'île n'a en fait rien à espérer de tous ces politiciens, y compris de ceux qui, surtout en période électorale, se parent de références socialisantes.

Émile GRONDIN

• Espagne

Feria de Séville

Une ouverture « lutte de classe »

Cette année, les premiers jours de la traditionnelle Feria de Séville ont été marqués par un coup de colère des travailleurs de l'entreprise de transport public de la ville, la Tussam, qui compte au total près de 1 500 salariés.

Parce que depuis des mois la direction de Tussam s'oriente vers la privatisation des lignes de nuit, recourt aux contrats provisoires et bloque les salaires, les travailleurs avaient averti leur direction et la municipalité PSOE de la ville qu'ils se mettraient en grève pour la Feria d'avril. Bloquer – même à 50 % comme l'impose le service minimum – le service des bus dans le centre-ville et les accès à la zone de festivités où les touristes affluent était une décision lourde de conséquences pour les visiteurs, les commerçants et les responsables de la municipalité.

Mais puisque les autorités ne voulaient rien entendre et que les séances de négociations n'aboutissaient pas, les travailleurs de Tussam sont passés aux actes. La nuit du 18 avril ils ont donc voté unanimement, en assemblée générale, la grève pour le lendemain, et

le 19 avril seul le trafic imposé par le règlement du service minimum continuait, tandis que les consignes de grève étaient unanimement suivies.

Le mardi 20, un rassemblement massif des travailleurs de Tussam était organisé devant le stand municipal de la Feria. Les négociations qui s'ensuivirent entre les représentants syndicaux et les autorités socialistes, impliquées au niveau de la municipalité et de la direction de l'entreprise, aboutirent à un recul rapide de celles-ci sur le problème de la privatisation des lignes de nuit. Par ailleurs, des engagements étaient pris au niveau de l'emploi et des salaires. Le résultat fut jugé positif par les travailleurs, qui choisirent de reprendre le travail, tout en se disant qu'il faudrait sans doute remettre cela à terme.

Sans doute les profondes divisions au sein de l'appareil du PSOE de la ville et de la région ont-elles favorisé la recherche d'un compromis par les autorités. Mais les travailleurs de Tussam ont le sentiment d'avoir marqué un point important, et beaucoup pensent que ce mouvement unanime et réussi est un gage pour les luttes à venir.

Hélène GRILLET

• Maroc

Ouvriers licenciés de Khouribga

Nouvelle escalade dans la répression

Depuis juillet 2009, dans la région minière de Khouribga au Maroc, 850 ouvriers arbitrairement licenciés par la Smesi, filiale à 100 % de l'Office chérifien des phosphates (OCP), sont en lutte pour obtenir leur réintégration et leur droit d'adhérer au syndicat de leur choix.

Travaillant depuis plusieurs années sur le même site et effectuant le même travail que les travailleurs de l'OCP, ces salariés avaient demandé à bénéficier du même statut. N'ayant aucune réponse positive, ils avaient créé une section syndicale de l'Union marocaine du travail (UMT) pour faire valoir leurs droits.

C'en était trop pour la direction de l'OCP, groupe dans lequel l'État marocain est le principal actionnaire. Ils furent tous licenciés, au mépris des droits élémentaires des travailleurs.

Ce licenciement massif constitue un véritable drame pour les ouvriers licenciés, mais aussi pour leur famille et les habitants de la région. Leur combat a franchi un nouveau pas le 20 avril, avec

l'occupation de l'usine de séchage du phosphate de Beni Idir, appartenant au groupe OCP, puis le 22 avril, avec une marche des victimes, accompagnées de leur famille et de centaines d'habitants de la région, qui a réuni plus de 3 000 personnes. Mais les forces de répression sont intervenues brutalement et ont provoqué une véritable bataille rangée. Le bilan est lourd : 8 ouvriers et 11 membres des forces de répression, dont le commandant de gendarmerie responsable de la région, ont dû être hospitalisés.

À la suite de ces affrontements, treize ouvriers, dont

un responsable local du syndicat UMT, et deux personnes solidaires ont été arrêtés. Ils ont été traduits devant un tribunal le 26 avril et leur procès devrait se poursuivre le 3 mai. En attendant, les accusés restent emprisonnés.

Lutte Ouvrière s'associe à tous ceux qui condamnent la violence des autorités marocaines et ces arrestations arbitraires. Nous dénonçons également le déni de justice dont sont victimes les travailleurs de la Smesi : ils doivent être immédiatement réintégrés et bénéficier du respect de la liberté syndicale !

Roger MEYNIER



• Banque Goldman Sachs

La spéculation révélée

Le président des États-Unis, Obama, annonce une loi de « régulation financière ». Sans rien changer au système, il voudrait ainsi faire oublier qu'il a mis l'argent de l'État à la disposition des banquiers, pour les aider à surmonter la crise qu'ils avaient provoquée et qui se traduit par la perte de leur travail et souvent de leur logement, pour des millions de gens.

Cependant la banque Goldman Sachs vient, une nouvelle fois, d'être mise en cause à la fois par une commission du Sénat américain et par l'organisme de réglementation des marchés, la SEC, dont la présidente a été nommée par Obama en janvier 2009. Cette banque est accusée d'avoir agi contre ses clients, en les poussant à acheter des titres gagés sur le marché des crédits immobiliers – les fameux « subprimes » –, tout en étant rémunérée par le fonds de placement Paulson pour concocter une spéculation à la baisse sur ces titres.

« Les banques d'investissement comme Goldman Sachs n'étaient pas de simples courtiers, elles étaient les promoteurs

intéressés de produits financiers risqués et complexes qui ont favorisé l'éclosion de la crise », affirme la commission d'enquête du Sénat. Elle cite notamment un courrier électronique du directeur général de la banque, Lloyd Blankfein, de novembre 2007, dans lequel il écrit : « Bien entendu, nous n'avons pas échappé à la pagaille des crédits immobiliers à risques. Nous avons perdu de l'argent, ensuite nous avons regagné plus que nous n'avons perdu, grâce à des positions courtes. » Alors que la banque déclare avoir perdu 1,2 milliard de dollars avec la chute du marché des crédits immobiliers, la commission met en avant le fait qu'elle a gagné 3,7 milliards en pariant sur cette chute.

Les enquêteurs ont eu accès à des milliers de documents de la banque, et jusqu'aux mails que le trader français de Goldman Sachs, Fabrice Tourre, avait échangés avec son amie. Celui-ci prévoyait déjà en mars 2007 que le marché des crédits immobiliers était « totalement mort », ajoutant que « les pauvres petits emprunteurs subprime ne vont pas faire de vieux os !!! » La banque lui avait demandé d'imaginer un système pour

qu'elle tire profit de cet écroulement. Ce trader se présentait alors comme étant « au milieu de toutes ces opérations complexes, exotiques, à haut effet de levier qu'il a créées, sans forcément comprendre toutes les implications de ces monstruosités ».

Les grandes banques se disputent de tels jeunes, experts en mathématiques, à qui elles demandent de mettre au point des produits financiers hautement sophistiqués, dont il est impossible d'estimer les conséquences parce que gagés sur des crédits à risques, mais qui rapportent à la banque des bénéfices extravagants. La particularité de cette affaire, c'est qu'un certain nombre de documents qui relèvent à l'accoutumée du secret bancaire ont été mis sur la place publique. Ils confirment combien il est aberrant et dangereux de confier la gestion de l'économie à des banquiers. Ceux-ci sont parfaitement capables de parier sur la ruine de ceux à qui ils accordent des crédits. Et tout cela sans risque pour eux, dans la mesure où les banquiers sont protégés de la tourmente qu'ils ont eux-mêmes soulevée, par l'argent que leur donnent les États.

Jean SANDAY

• Fonds monétaire international

Bon pour sanctionner la population, pas les banquiers

Les 186 États membres du FMI, le Fonds monétaire international, ont annoncé le 24 avril qu'ils se préparaient à discuter d'un « éventail de possibilités » pour que le secteur financier apporte sa contribution pour couvrir le poids du soutien public qu'il a reçu. Taxer les banques ? C'est une « option parmi d'autres », et « un choix de chaque pays », a précisé le directeur général du FMI, le socialiste français Dominique Strauss-Kahn, à l'attention de ceux qui auraient osé imaginer que le FMI était capable d'imposer quoi que ce soit à la finance internationale. Car il n'est pas question de réquisitionner une partie du capital des banques, ni même de les contrôler. Même une

simple taxe, que les banques s'empresseraient d'ailleurs de répercuter sur les clients, comme c'est déjà le cas pour la TVA, eh bien le FMI laisse une telle mesure à la discrétion des États.

Il n'y a que pour imposer des sacrifices à la population qu'il répond présent et exerce un perpétuel chantage, menaçant de ne pas verser un prêt dès lors qu'un État ne fait pas suffisamment d'efforts pour réduire le niveau de vie des classes populaires. La population grecque en fait aujourd'hui l'expérience, après celles de la Roumanie, de la Pologne, de la Lettonie, de l'Ukraine et bien d'autres depuis que le FMI existe.

J. S.

• Cisjordanie

Les Palestiniens, étrangers sur leurs propres terres

Le nouveau décret militaire israélien entré en application le 13 avril vient de faire ses premières victimes, dont un Palestinien ayant vécu quinze ans en Israël, à Jaffa, où il est marié. Alors qu'il subissait un traitement dans une clinique ophtalmologique, il a été arrêté puis déporté vers Gaza au prétexte qu'il y est né. D'autres cas similaires ont été dénoncés par des groupes de défense des droits de l'homme.

Soi-disant pour empêcher l'infiltration d'agents hostiles, les autorités de l'armée auront dorénavant le droit de déporter à Gaza les Palestiniens qui y sont nés, ainsi que leurs enfants, même si ceux-ci n'y sont pas nés. Sont aussi concernés les Palestiniens nés en Cisjordanie mais qui ont, pour différentes raisons, perdu leur statut de résident.

La notion d'agents infiltrés a été élaborée en 1969, après la guerre des Six Jours. Elle s'appliquait à ceux qui

entraient illégalement en Israël, en provenance de pays considérés alors comme ennemis, la Jordanie, l'Égypte, le Liban et la Syrie, mais en aucun cas aux Palestiniens qui vivaient dans les Territoires occupés.

Depuis, les réglementations ont été fortement modifiées. Ainsi, les Palestiniens domiciliés à Gaza doivent demander un permis pour séjourner en Cisjordanie, au risque d'être considérés comme clandestins. Beaucoup d'entre eux ont d'ailleurs déjà été renvoyés à Gaza. Actuellement, tous les Palestiniens ont besoin de permis spéciaux pour entrer dans les zones proches du mur de séparation, même si leur maison s'y trouve. En outre, les Palestiniens sont depuis longtemps interdits de séjour dans la vallée du Jourdain, sauf s'ils possèdent une autorisation spéciale.

En 2007, pour faire un petit geste vis-à-vis de

Mahmoud Abbas, le gouvernement israélien avait autorisé le président de l'Autorité palestinienne à délivrer plusieurs dizaines de milliers de permis de séjour palestiniens, pas forcément reconnus par les autorités israéliennes. Eh bien, ces permis risquent aujourd'hui d'être récusés. Jusqu'à maintenant les cours de justice

israéliennes ont occasionnellement empêché des expulsions de Palestiniens résidant en Cisjordanie. Mais depuis que la nouvelle réglementation les place sous la seule juridiction de l'armée, leur situation risque encore de s'aggraver.

Le nouveau décret est un pas de plus du gouvernement israélien pour imposer

aux Palestiniens l'obligation d'un permis, qui réduira la liberté de mouvement et de résidence que les cartes d'identité palestiniennes leur donnaient encore. Et surtout elle donne le pouvoir à l'arbitraire militaire de procéder à des transferts de population.

Georges LATTIER



Poste de contrôle israélien.

• Campagne sur les troubles musculo-squelettiques

Comment cacher les vrais problèmes

Le ministère du Travail a lancé le 19 avril une campagne sur le thème des troubles musculo-squelettiques (TMS), ces maladies des articulations provoquées par la répétition des mêmes gestes des heures durant.

La campagne intitulée « *mettre fin aux TMS dans votre entreprise, c'est possible* » est censée « *sensibiliser* » les patrons mais elle commence par pointer du doigt les soi-disant responsabilités des salariés. Ainsi dans des spots diffusés à la télévision ou sur les radios on peut voir deux travailleurs, Carole et Hervé, qui ont mal au dos ou au poignet parce qu'ils portent des sacs et des cartons sans utiliser un chariot ou un monte-charge. C'est à croire qu'ils sont seuls responsables de leurs douleurs en faisant des gestes inadaptés et que leur patron n'y est pour rien.

Cela fait des années que le gouvernement prétend faire de la prévention dans le domaine des TMS, mais c'est un échec

complet, la Caisse d'assurance-maladie indiquant que, depuis 1995, le nombre de nouveaux cas de TMS s'est accru de près de 13 % par an. Et encore ne prend-t-elle en compte que les TMS indemnisés et reconnus comme maladie professionnelle, au nombre d'environ 40 000 en 2008. Mais il y en a beaucoup plus car bien des patrons refusent d'admettre le lien entre les douleurs et le travail effectué : l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail estime ainsi que 25 % des travailleurs souffriraient de TMS en Europe.

Si les TMS augmentent, c'est tout simplement parce que les conditions de travail se dégradent et que les patrons ne font rien ou presque en

matière de prévention. Entre aménager des postes de travail, ou permettre à des salariés de ne pas faire de gestes répétitifs toute la journée, ils ont vite fait de ne rien... faire et de laisser le soin à l'Assurance-maladie de prendre en charge les TMS pour la bagatelle de 847 millions d'euros en 2008.

Pour ne prendre que l'exemple d'une caissière d'un hypermarché, qui fait

d'ailleurs l'objet d'un autre spot de la campagne, les patrons des Carrefour et autres Auchan savent pertinemment que la répétition des gestes quotidiens est seule responsable des TMS. Ils n'ont même pas besoin de lire l'étude de la faculté de Rennes qui a montré que, dans une seule journée de huit heures, une caissière soulève près de 17 articles par minute pour la

lecture des code-barres et manipule plus de trois tonnes de marchandises, à raison d'un client toutes les deux ou trois minutes.

Ils le savent parfaitement, mais entre la santé des travailleurs et la recherche de la productivité maximale et de profits en hausse, les patrons ont choisi sans hésitation.

Cédric DUVAL



• Aulnay-sous-Bois

Après un demi-siècle de pollution mortelle, ce n'est pas fini

L'usine CMMP (Comptoir de Minéraux et Matières premières) a fonctionné durant plus d'un demi-siècle, de 1938 à 1990, en pleine zone pavillonnaire et populaire à Aulnay-sous-Bois. Elle fabriquait un grand nombre de poudres minérales diverses, parmi lesquelles de l'amiante.

Elle a empoisonné ses ouvriers et les riverains, dont les enfants et le personnel d'une école située à quelques dizaines de mètres. Plusieurs personnes sont mortes, à cause de cancers notamment.

Des riverains ont protesté à de multiples reprises, mais aucune autorité n'est intervenue. Le fait que la CMMP travaillait en partie pour l'armée n'est peut-être pas étranger à ce silence.

Après la fermeture de l'entreprise c'est la municipalité qui a dû prendre en charge la dépollution car la société, qui existe toujours, n'a rien fait sinon nettoyer un peu les lieux. Or démolir des bâtiments infestés d'amiante demande des précautions particulières et coûte évidemment beaucoup plus cher qu'une démolition

ordinaire.

Et justement, on vient de découvrir une couche d'amiante à près d'un mètre de profondeur, ce qui va augmenter le prix des travaux... pour les contribuables locaux ! Par ailleurs l'inquiétude est au rendez-vous car la CMMP aurait travaillé sur des matériaux radioactifs, lors de ses dernières années d'activité.

La CMMP, qui a cessé, en principe, de faire de l'amiante, exploite une usine dans la ville de Saint-Quentin. Elle se targue – sur son site internet – d'employer des minéraux non toxiques et d'avoir remporté le « *Trophée du développement durable de Picardie* » et, du fait de son installation en bordure d'un canal, de s'être « *engagée dans une démarche écologique* ».

Elle aurait en tout cas mérité le « Trophée de la pollution durable » pour Aulnay, et ses dirigeants ainsi qu'un certain nombre de représentants de l'État auraient dû être poursuivis pour la pollution dont ils sont responsables.

André VICTOR

• France va-t-en-guerre

Quand la télé sert le boudin des légionnaires

À l'approche du 30 avril, date à laquelle la Légion étrangère commémore la bataille de Camerone (Mexique), plusieurs médias, et notamment les chaînes France 2 et France 3, se sont mises en quatre pour vanter les mérites de la Légion, parfois jusqu'au ridicule !

La Légion étrangère existe depuis 1831. L'idée était de créer un corps d'armée qui contourne l'interdiction d'intégrer des étrangers dans l'armée française. D'emblée, elle fut un des leviers militaires de la France colonialiste. À peine créée, elle participait à la conquête de l'Algérie, puis à toutes les conquêtes coloniales qui ont suivi en Afrique noire ou en Indochine. C'est ainsi qu'elle eut sa part dans le fiasco de la tentative française, sous Napoléon III, de mettre la main sur le Mexique. C'est dans ce cadre que se déroula, le 30 avril 1863, le combat de Camerone, fêté comme une victoire par les légionnaires alors qu'il s'agit en fait d'une défaite, le haut fait d'armes étant que les légionnaires ne se sont rendus que lorsqu'ils n'étaient plus que trois valides !

Un documentaire, « *Au cœur de la Légion étrangère* », entendait montrer aux téléspectateurs les différentes étapes du recrutement des membres de la Légion. 10 000 jeunes tentent, paraît-il, de l'intégrer chaque année, venant de tous les horizons, « *du clochard au*

chef d'entreprise », selon la bande-annonce. L'entraînement éprouvant subi par les apprentis légionnaires est censé les protéger quand ils seront au combat. Mais cela n'a pas sauvé le légionnaire d'origine slovaque, Robert Hutnik du 2^e Régiment étranger parachutiste (REP), 23 ans, tué en Afghanistan le 8 avril dernier.

La Légion étrangère prétend offrir une « seconde chance » à ceux qui auraient commis des fautes, voire des délits dans la vie civile, et qui trouveraient une sorte de rédemption en intégrant la « famille » légionnaire. C'est pourquoi elle accepte l'enrôlement sous un nom d'emprunt.

L'Association de défense des droits des militaires avait déjà dénoncé, photos à l'appui, des brimades subies par des légionnaires lors de leur entraînement ; une telle brimade a d'ailleurs coûté la vie d'un jeune légionnaire mort à Djibouti début 2009, après que son lieutenant l'eut frappé et privé d'eau.

L'association dénonce également la pratique du nom d'emprunt qui servirait surtout à

« *tenir les légionnaires* ». Dans un entretien donné au site internet du *Figaro*, le président de l'association déclarait que « *la légion fonctionne sur un système de pression. Les gars sont retenus par la force et la menace* ». 95 % des légionnaires étant d'origine étrangère, ils ne disposeraient ni d'un titre de séjour, ni d'un permis de travail, seul leur engagement autorisant leur présence sur le territoire français.

Tout cela explique, peut-être, que 250 légionnaires désertent chaque année et que les médias du « service public » tentent ces jours-ci de redorer un blason plutôt terni. Au point que l'émission animalière « 30 millions d'amis » a consacré une séquence au caporal-chef Tapanar qui fêtait son 24^e anniversaire de service au 2^e Régiment étranger d'infanterie (REI). Il lui a alors été offert, en guise de gâteau, des carottes qu'il a d'autant plus appréciées que ce « caporal-chef » est un... des mulets de la Légion, vestiges des compagnies montées du 2^e REI utilisées lors de la conquête de l'Afrique. Entre le mulot, les officiers de la Légion qui présidaient cette fête et la télévision, on se demande qui est le plus bête !

Jacques FONTENOY

• Roissy Aéroport

Volcan, nuage et retombées

Avec l'interruption du trafic aérien et la fermeture des aéroports, à la suite de l'éruption volcanique, on a surtout entendu les compagnies pleurer misère et même critiquer l'attitude des autorités qui a conduit à la fermeture.

Mais on a beaucoup moins parlé de ceux qui en ont fait les frais: d'abord les voyageurs livrés à eux-mêmes et les agents d'escale qui ont dû faire face aux passagers déroutés. Quant aux autres personnels travaillant dans les aéroports, ils ont vécu des situations diverses.

Ainsi les chefs, qui savent téléphoner à la maison ou envoyer des textos à n'importe

quelle heure pour changer nos horaires, n'ont pas fait la même chose la veille du 16 avril, premier jour de la fermeture des aéroports, alors qu'on connaissait déjà la décision des autorités.

Plutôt que d'arriver à 3 ou 4 heures du matin, on aurait apprécié d'arriver pour 6 ou 7 heures. Pas la peine d'être agréables, pour les chefs: «le planning, c'est le planning»!

Quant à la paye, tous les patrons n'ont pas été unanimes: dans certaines entreprises, ce sera du chômage technique; d'autres salariés ont été libérés plus tôt, tandis qu'à d'autres on demandait de rester à la maison; et pour certains encore, ce sera des récupérations.

Certaines entreprises

veulent faire récupérer maintenant les heures perdues. Des salariés en ont eu jusqu'à dix jours d'affilée! D'autres se sont même vu supprimer leur seul jour de repos, pour faire des heures à gogo!

Et dans certaines sociétés les patrons se sont précipités pour faire solder aux salariés les congés payés 2009... certains allant même jusqu'à imposer de prendre ceux de 2010.

Enfin, on a pu entendre qu'Air France aurait perdu soi-disant des centaines de millions d'euros par jour. Cela donne une idée de ce que gagne la compagnie. Les patrons du transport aérien ainsi que ceux du tourisme sont maintenant allés pleurer misère chez

leur ministre de tutelle. Décidément, tous ces bons défenseurs du «marché libre», qui dénoncent régulièrement

«l'intervention de l'État», savent aller frapper à sa porte au moindre problème!

Correspondant LO

Côté passagers, c'était pas mieux

Il y en a eu, des encombrements, de la bousculade et des heures et des heures à passer dans les queues! Les plus chanceux ont trouvé des hébergements sur Roissy, les moins chanceux n'ont eu droit qu'au revêtement des salles d'enregistrement. ADP a fait distribuer des

chips et de l'eau...

Le premier jour, il y avait pourtant des plateaux dans les avions qui n'ont pas décollé. Ils auraient pu être distribués et les entreprises de catering, qui ravitaillent les avions, auraient pu continuer à en fournir les jours suivants...

• Lent rapatriement des touristes bloqués

Les compagnies aériennes privilégient leurs rentrées financières

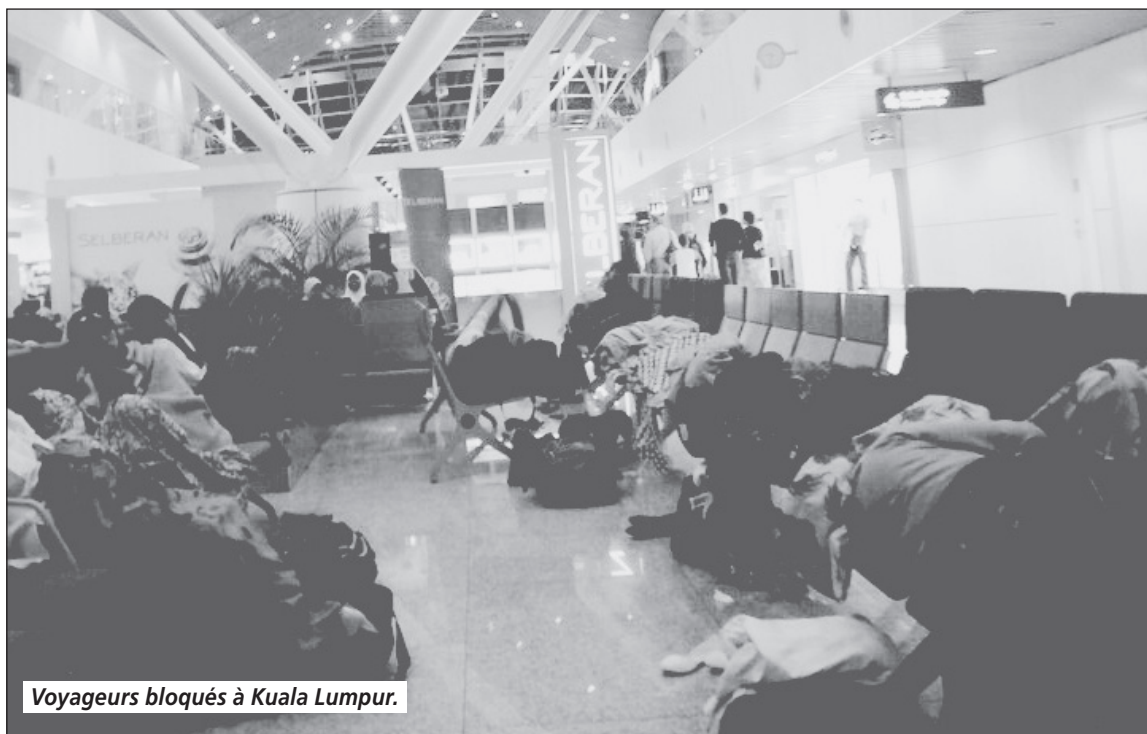
Alors que les compagnies aériennes annonçaient la reprise progressive de leurs vols après l'éruption du volcan islandais, le ministre de l'Écologie Jean-Louis Borloo s'était engagé le 20 avril à ce que tous les ressortissants français bloqués à l'étranger soient rapatriés dans les 48 heures.

Or le 22 avril, le jour où selon Borloo ils auraient dû être tous rentrés, 43 <|> 000 d'entre eux étaient toujours dans l'attente d'un vol de retour. Leur rapatriement s'est ensuite effectué au compte-gouttes, occasionnant pour ces vacanciers des frais imprévus qu'il leur était parfois impossible d'assumer.

Il faut dire que, pour les

compagnies aériennes, la priorité n'était pas d'assurer le retour des voyageurs qu'elles avaient transportés à l'aller, mais de prendre les passagers qui avaient fait une réservation pour le vol programmé. Si elles ne prenaient pas ces nouveaux passagers, il aurait fallu les rembourser, donc perdre de l'argent. Pour les compagnies aériennes comme pour les autres entreprises, la rentabilité prime sur le reste. Et, malgré leurs promesses et leurs beaux discours, les gouvernants se sont bien gardés de leur imposer en priorité le rapatriement des personnes bloquées.

Marianne LAMIRAL



Voyageurs bloqués à Kuala Lumpur.

kangoulou.blogspot.com

• Infractions à la sécurité du travail

La tolérance zéro ne s'applique pas

Selon une enquête de la revue *Santé et Travail* et de l'association d'inspecteurs du travail L 611-10, moins de la moitié des procès-verbaux dressés par l'Inspection du travail en matière de santé et de sécurité font l'objet de poursuites pénales.

En effet, alors que les maladies professionnelles et les accidents du travail augmentent, et que les entreprises traînent toujours les pieds pour appliquer la réglementation en matière d'hygiène et sécurité, les juges ne se montrent

guère empressés à poursuivre les employeurs délinquants. Ainsi, sur les 29 000 procès-verbaux recensés entre 2004 et 2009, portant sur la sécurité, le travail illégal ou les heures supplémentaires dans les entreprises du privé, 60% se seraient volatilisés.

Les auteurs de l'enquête notent que, même quand les tribunaux consentent à poursuivre un employeur, celui-ci est relaxé dans 25% des cas. Les condamnations sont donc rares et les sanctions relativement minimales. Ainsi, alors que

dans le droit commun celui qui met en danger la vie d'autrui s'expose à une amende de 15 000 euros et à un an de prison, dans une entreprise, l'employeur qui expose des travailleurs à un risque de mort ou de blessure n'encourt qu'une amende maximum de 3 750 euros par salarié exposé, et aucune peine de prison, sauf en cas de récidive.

Même en cas d'accident du travail ayant entraîné une mutilation, les juges peuvent décider de classer l'affaire. Ainsi, alors qu'un employé d'une

entreprise spécialisée dans la maintenance de matériels frigorifiques avait eu une phalange sectionnée et que deux délits avaient été constatés par les inspecteurs du travail, le parquet s'est contenté de rappeler la loi à l'employeur!

Et la situation risque d'empirer. En effet chaque agent de l'Inspection du travail se voit désormais fixer des objectifs chiffrés de contrôles par sa hiérarchie. Or, comme le souligne Sylvie Catala, inspectrice du travail et membre fondateur de l'association

L 611-10, «*compte tenu du temps et de l'investissement nécessaires à l'établissement de procédures pénales, cette politique par le chiffre risque de conduire les agents de l'Inspection du travail à verbaliser encore moins, afin de tenir les objectifs quantitatifs*».

Le constat est donc accablant. Les patrons qui s'assoient sur la législation du travail et exposent la santé de leurs salariés n'ont pas grand-chose à craindre. En tout cas, pas de la justice.

Roger MEYNIER

• Anciens mineurs marocains du Nord - Pas-de-Calais

Même travail, mêmes droits !

Vendredi 23 avril, les anciens mineurs marocains ont démonté la tente qu'ils occupaient devant l'Agence nationale de garantie des droits des mineurs (ANGDM) à Noyelles-sous-Lens, après avoir déjeuné ensemble autour d'un veau aux olives. Le tribunal de Béthune avait exigé le démontage de cette tente, sous peine d'une astreinte de 500 euros par jour !

Depuis le mardi 13 avril, avec cette occupation, les manifestations à Lens et Liévin, les conférences de presse, ces anciens mineurs réclament publiquement de disposer d'un logement des mines gratuit, comme tous les autres mineurs !

En effet, quand les dernières mines ont fermé, les mineurs marocains en activité ont été lésés : le « plan social » ne prévoyait pas qu'ils aient logement et chauffage gratuits. Et

aujourd'hui, alors qu'ils touchent de petites retraites, 500-700 euros, ils doivent payer des loyers importants, 650 euros par exemple, pour leur maison des mines.

À la fin de l'exploitation du charbon, les Charbonnages de France leur ont fait signer le rachat de leurs avantages en nature, alors que beaucoup ne savaient pas lire ce qu'ils signaient. Les Houillères étaient allées recruter les mineurs dans

les années 1960 et 1970, dans le sud du Maroc, autour d'Agadir, Marrakech ou Ouarzazate. « Sélectionnés » par le recruteur des Houillères pour leur santé, leurs capacités physiques, ils descendaient au fond après une formation rapide. Ils étaient logés de façon ignoble dans ce qui était appelé des « camps de Marocains », à plusieurs par chambre, surveillés par des agents du consulat du Maroc à la solde de la dictature du roi Hassan II. À 18 ans, ils se retrouvaient dans le Nord - Pas-de-Calais ou en Lorraine à produire du charbon, apprenant le français au fond de la mine dans un mélange de chti, de polonais ou d'italien. Plus tard, certains sont repartis au

Maroc, sans aucun droit, souvent malades.

C'est avec beaucoup d'émotion, pendant cette occupation de l'ANGDM, que certains racontaient comment des anciens étaient morts étouffés par la silicose, sans aucune aide médicale ou assistance de bonnes d'oxygène. D'autres étaient devenus complètement sourds, conséquence du bruit énorme au fond de la mine.

Malgré les menaces, les convocations au consulat, les mineurs marocains ont résisté. En 1980, après une longue grève, ils ont obtenu des droits. En 1987, après une grève de deux mois, un accord était signé par la direction et les syndicats, la CGT des mineurs en

particulier. Mais cet accord prévoyait un plan de « reconversion » injuste, une fausse reconversion qualifiée par l'Association des mineurs marocains « d'arnaque ». Et aujourd'hui, les anciens mineurs marocains parlent à juste titre de discrimination.

Alors, les anciens mineurs mobilisés ont toujours la volonté de revendiquer la justice et l'égalité des droits. Au fond de la mine, comme l'un d'eux l'a dit, ils étaient tous noirs de poussière de charbon... Alors, pour tous, les mêmes droits ! Solidarité avec la lutte des anciens mineurs marocains !

Correspondant LO

• Magasins Surcouf

Grève contre les nouveaux contrats

Depuis le 31 mars, une très grande partie des vendeurs des magasins d'informatique Surcouf sont en grève, pour exiger des conditions de départ convenables. En effet cent soixante dix-neuf d'entre eux vont être licenciés, parce qu'ils ont refusé de signer un avenant très défavorable à leur contrat. La direction ne leur propose que des indemnités dérisoires, parle de moins de deux millions au total, autour de 10 000 euros par travailleur, préavis compris !

Surcouf, entreprise de plus de 400 salariés, appartient depuis plusieurs années au groupe PPR. Mais celui-ci n'est plus intéressé, disant que la société perd de l'argent, et l'a revendue pour un euro symbolique à un membre de la famille Mulliez, famille qui possède le groupe Auchan. Les salariés pensent que la famille Mulliez veut se bâtir un monopole français des magasins d'informatique, en fusionnant Surcouf avec les

enseignes Yougs et GrosBill.

En tout cas, elle veut en obtenir la rentabilité maximum sur le dos des salariés et leur a imposé un avenant à leur contrat avec des primes en forte baisse, les obligeant à vendre en priorité les produits sur lesquels les magasins font les plus fortes marges. Les vendeurs en avaient déjà assez de la baisse continue de leurs effectifs, de la surcharge de travail et de la dégradation du conseil au client.

Maintenant ils sont écœurés : il était hors de question pour la plupart, surtout ceux qui ont de l'ancienneté, de travailler pour une paye encore plus basse (moins 10 à 40 % suivant l'ancienneté) et dans une optique qu'ils estiment être de duperie du client. Ils ont refusé le nouveau contrat, mais ne sont pas prêts à se laisser licencier sans rien.

Les grévistes sont quasiment tous vendeurs ou techniciens, parfois caissiers. Les administratifs, manutentionnaires et les cadres ne sont pas touchés par l'avenant actuel, mais il est plus que probable qu'ensuite la direction s'en prenne à eux aussi.

Les grévistes se font donc entendre, bien que les médias s'en fassent peu l'écho jusqu'ici.



Un piquet de grève est installé devant le magasin de l'avenue Daumesnil, dans le 12^e arrondissement de Paris, au-dessus duquel se trouvent les bureaux de la direction. Les travailleurs en grève ont installé des tentes, avec la participation de grévistes du magasin de Strasbourg, et tous les jours ils distribuent des tracts aux clients pour leur demander de boycotter le magasin.

Ils sont à juste titre bien

décidés à ne pas lâcher, d'autant que si les patrons passés ou présents n'ont pas d'argent pour les travailleurs... ils prouvent ouvertement qu'ils n'en manquent pas par ailleurs. PPR vient d'investir des millions dans le capital de Puma, et la nouvelle direction Mulliez fait des millions de travaux pour un nouveau siège à Lille, où elle a ses bases.

Correspondant LO

• Kraft Foods

Payée pour licencier

Pour avoir acheté Cadbury et préparé un plan de restructuration, dont les travailleurs devraient payer la note, la PDG du groupe Kraft Foods a eu une belle augmentation.

Kraft Foods, avec des marques comme LU, Côte d'Or, Carambar, Toblerone ou Cadbury, emploie près de 150 000 salariés. La PDG Irène Rosenfeld a vu ses revenus de 2009 augmenter de 40 %, pour un montant total de plus de 26 millions de dollars. Les actionnaires lui ont aussi accordé 4,2 millions de dollars pour sa retraite. Le tout représente ce que toucheraient pendant un an plus de 1 200 travailleurs payés à 1 500 euros par mois.

Les actionnaires ont de quoi

être satisfaits de la gestion du groupe, dont les profits ont atteint en 2009 près de trois milliards de dollars, malgré la crise et une réduction des ventes. La PDG s'est engagée à maintenir les profits après l'achat du groupe Cadbury, qui a coûté plus de 14 milliards d'euros. Même pour un groupe de cette taille, c'est une somme importante - environ un tiers des ventes annuelles du nouvel ensemble.

La direction va donc faire payer la note aux travailleurs.

Pour Cadbury, il n'a pas fallu attendre très longtemps : Kraft Foods a maintenu la fermeture d'un site anglais commencée par Cadbury, et qui concerne 400 travailleurs. D'autres économies seront faites en touchant à la retraite de milliers de travailleurs anglais, dont la plus grande partie est assurée par un système privé. Cadbury, qui fait cotiser ses salariés pour leur retraite, comme le proposent ici des banques ou des assureurs, a d'abord organisé une « consultation » de ses salariés britanniques pour obtenir le doublement de leurs cotisations de retraite. Ensuite, Kraft a demandé à ces salariés de choisir entre un gel des salaires

pendant trois ans, et sortir du système de retraite de Cadbury.

Enfin, Kraft vient d'annoncer la revente d'activités de Cadbury en Pologne et en Roumanie. Le prétexte étant que la Commission européenne le leur aurait demandé pour ne pas fausser la concurrence, car Kraft Foods possède déjà des usines dans ces pays... où d'ailleurs il y avait déjà licencié. Cela revient à accélérer des restructurations, qui devraient rapporter près de 500 millions de dollars.

Enfin, chez LU, la direction a commencé l'été dernier à restructurer, avec la suppression annoncée de 170 postes. LU avait été racheté en 2007, avec

la promesse de ne pas toucher aux emplois dans les usines pendant trois ans. Cela n'a pas empêché l'augmentation des cadences, ainsi que les suppressions de postes, faites en encourageant les départs et en ne remplaçant pas certains départs à la retraite. Et comme la promesse de ne pas toucher aux usines expire cette année, les travailleurs ont de bonnes raisons de se méfier.

Dans ce contexte, les 40 % d'augmentation accordés à la PDG et la volonté de maintenir les profits sonnent donc comme une provocation de plus pour l'ensemble des travailleurs du groupe.

Correspondant LO

• Arbel Fauvet Rail – Douai

À nouveau, menaces de fermeture et de licenciements

L'usine AFR à Douai fabrique des wagons de fret et, malgré les discours officiels sur la priorité soi-disant donnée au transport ferroviaire, elle va de mal en pis depuis des années. Elle a déjà fait l'objet de prétendus « sauvetages ». Quatre fois en quelques années, elle a été rachetée par des affairistes qui, à chaque fois, empochaient des « aides » sous forme de subventions publiques et licenciaient en même temps. Le dernier plan de « sauvetage » date d'il y a seulement quelques mois et avait entraîné 150 licenciements.

Le 11 mars dernier, le nouveau propriétaire-actionnaire présentait à la presse un nouveau modèle de wagon céréalier et annonçait la relance de l'entreprise. Et le 29 mars les 226 travailleurs de l'usine ayant produit ces wagons apprenaient qu'il n'y avait plus que 3 000 euros en caisse, que les cotisations Urssaf n'étaient plus versées. Le patron prétend que les salaires d'avril seront versés par l'AGS (une caisse d'assurance) et il propose plusieurs nouveaux projets qui, tous, entraîneront des licenciements, voire la fermeture de l'usine, mais lui permettront de se dégager sans avoir de comptes à rendre. Il ne dit pas, bien sûr, ce que sont devenues les subventions et les aides dont il a bénéficié.

Les travailleurs, qui avaient été un temps soulagés de voir arriver ce repreneur que tous, syndicats, cabinets d'experts et pouvoirs publics, leur présentaient comme digne de

confiance, découvrent peu à peu ce qu'il en est réellement.

En fait, Maxime Laurent, ce repreneur, est à la tête d'une entreprise familiale qui se targue de gérer « dans une perspective sociale » des entreprises en difficulté. Il apparaît qu'il s'est largement servi dans les caisses de l'entreprise, alimentées à la fois par des fonds publics et par le règlement de quelques wagons commandés par des entreprises comme Colas ou des entreprises anglaises, wagons qui ne sont pas encore tous livrés. Il a aussi pensé à ses trois directeurs, qui percevaient un salaire mensuel de 15 000 à 26 000 euros et ont touché chacun une prime de 80 000 euros en décembre, au titre des « résultats » !

Les travailleurs, indignés, ont cessé le travail immédiatement. Depuis le 30 mars, ils occupent l'usine, interdisant l'entrée aux directeurs et au patron, réclamant que leurs salaires soient assurés et



qu'on leur rende des comptes. Une journée portes ouvertes, samedi 24 avril, a amené de nombreux visiteurs, tous solidaires, car la crainte de voir disparaître cette vaste usine située en plein centre de Douai est très ressentie par la population.

Les politiques locaux se sont emparés de l'affaire et, en commun avec les syndicats et le préfet, ils n'ont pas de mots assez durs envers le repreneur qu'ils avaient parainé quelques mois plus tôt. Le sous-préfet a même dit aux syndicalistes de la CGT que le patron « les avait tous baratinés ». Mais il ne l'a pas fait arrêter, tout de même !

L'idée reprise par les politiciens de droite comme de

gauche est maintenant que les financeurs publics (communauté d'agglomération, Conseil régional), qui ont déjà versé au moins 50 millions d'euros de subventions pour cette usine, récupèrent les brevets et favorisent avec l'État la création d'un « grand pôle ferroviaire ». Mais les travailleurs des AFR ont déjà connu de multiples plans sociaux et de nombreux « sauveurs » dans le passé. Chaque fois, la situation s'est dégradée et de nombreux emplois ont été perdus. Dans les années 1980, il y avait encore près de 2 000 travailleurs. Ils ne sont plus que 226. Alors, les discours des politiciens sont accueillis avec méfiance, d'autant plus que le syndicat CGT dit déjà tout haut « qu'il

ne sera pas possible de conserver tout le personnel ». Beaucoup de travailleurs des AFR ont plus de 50 ans et envisagent avec inquiétude le fait de se retrouver au chômage.

Voilà pourquoi l'idée d'un « pôle ferroviaire » apparaît malgré tout comme un espoir. Mais, au moment où le gouvernement est engagé dans la privatisation du fret et l'ouverture des transports publics aux capitaux privés, les patrons du privé n'investiront certainement pas massivement dans du nouveau matériel. Alors, les travailleurs des AFR ne devront se fier en aucun cas à une solution qui ne garantirait pas le maintien des emplois et des salaires.

Correspondant LO

• Raffinerie des Flandres Total – Dunkerque

Total condamné et justifié

Depuis septembre dernier, le raffinage a été arrêté à la Raffinerie des Flandres. Durant des mois, la direction de Total a fait état de toutes sortes de raisons pour le justifier et de prétendus scénarios pour l'avenir. Finalement, le 8 mars, elle a confirmé l'arrêt définitif du raffinage à Dunkerque, qui emploie 380 salariés de Total et 400 sous-traitants.

Jeudi 22 avril, après trois semaines de réflexion, le tribunal des référés de Dunkerque, saisi par le Comité central d'entreprise de Total, le Comité d'établissement de la Raffinerie des Flandres, les organisations syndicales et 161 salariés, a condamné le groupe Total à payer 9 000 euros au

titre des frais de justice pour non-respect de la procédure d'information. Mais le tribunal a refusé d'ordonner le redémarrage de la production de la raffinerie, comme le demandaient les plaignants. Cela parce que « les difficultés du raffinage sont connues ».

Total sort ainsi justifié par la justice.

Les patrons qui ferment des usines en faisant des bénéfices colossaux (100 milliards durant la décennie pour Total) doivent simplement faire attention à respecter les termes de la loi... ou s'asseoir dessus, quitte à payer un pourboire ridicule, vu leurs profits.

Serge VIARD

• SNCF

Des dirigeants syndicaux dénoncent... les grévistes

La grève qui a duré quinze jours à la SNCF, à l'appel de la CGT et de Sud Rail, a abouti à un résultat plus que mitigé, puisqu'il se résume à l'acceptation par la direction de rencontrer les syndicats pour discuter des revendications, et encore : pas avant la mi-mai prochain. Cependant, le mécontentement est tel à la SNCF que le mouvement a entraîné de nombreux cheminots, dans des secteurs particulièrement touchés par des suppressions de postes.

La moindre des choses, de la part d'un dirigeant syndical, aurait été d'affirmer sa solidarité avec les grévistes ! Eh bien, pour la CFDT comme pour Force Ouvrière, il n'en a pas été question.

Jean-Claude Mailly,

secrétaire général de Force Ouvrière, a déclaré en substance, alors que la grève durait depuis six jours, qu'il ne la comprenait pas bien et que les cheminots feraient mieux de garder leur énergie pour défendre leurs retraites. Quant au secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, interrogé récemment sur Europe 1, il a tout simplement qualifié la grève d'« inutile » et, à l'unisson avec le gouvernement, a regretté que les grévistes n'aient pas repris le travail lorsque les avions ont été cloués au sol par le nuage volcanique.

Après avoir déposé un préavis pour se joindre à la grève lancée par la CGT, les responsables CFDT (avec la FGAAC, fédération des agents de conduite, faisant partie

également de la CFDT) ainsi que ceux de l'UNSA (syndicat autonome) avaient annulé leur appel à la grève, sous prétexte que la direction SNCF, lors d'une rencontre avec eux, avait promis « la création de 450 emplois ». Une mesure dérisoire, en supposant qu'elle prenne effet, compte tenu des restructurations en cours et des suppressions d'emplois annoncées, qui se chiffrent par milliers.

La tactique de la direction de la CGT et de Sud dans le déclenchement et la façon de mener cette grève était sans doute discutable. Mais de là à manifester de l'hostilité aux grévistes, il y a un fossé que les dirigeants de FO et de la CFDT ont franchi sans aucune honte.

Lucienne PLAIN

Samedi 22, dimanche 23 et lundi 24 mai

week-end de la Pentecôte à Presles (Val-d'Oise)

La Fête de Lutte Ouvrière



Plus que trois semaines pour se préparer à la Fête de Lutte Ouvrière. Pour tous ceux qui viendront pour la première fois, voici quelques conseils :

Manger légèrement les jours précédents, de façon à pouvoir profiter au maximum des dizaines de spécialités culinaires bon marché proposées par les camarades des diverses régions et pays.

Effectuer une préparation physique adaptée, suivant que vous voudrez tenter le Parcours dans les Arbres, la sieste sous les bosquets, le tour des bals jusqu'à l'aube, ou les trois à la suite.

Aiguiser sa curiosité pour pouvoir participer aux nombreux débats, expositions, expériences de tous ordres, scientifiques, littéraires et, naturellement, politiques.

Envisager d'avance une grande déception quand vous constaterez que vous ne pourrez ni emporter, ni même lire tous les livres qui vous feront envie. Il y en a trop !

Réviser les paroles de *l'Internationale* et faire provision d'enthousiasme pour participer aux prises de paroles de Nathalie Artaud.

Se préparer moralement à une expérience rare : trouver un visage fraternel et un camarade dans chaque personne rencontrée.

Il y a encore bien d'autres façons de se préparer à cet événement aussi annuel que mémorable, chacun a sa recette et le camarade qui vous vendra la carte vous confiera sûrement la sienne.

Alors, bonne préparation, et à dans trois semaines !

Les spectacles

Au Grand Podium

samedi	dimanche	lundi
CALLE FACCIÓN, salsa MO ILO, swing manouche LES PRINCES CHAMEAUX, chansons rock populaire CARMEN MARIA VEGA, chanson	ENTRE 2 CAISSES, quatuor vocal, chansons à texte KARIMOUCHE entre chanson réaliste et hip-hop MAMANE dans <i>Mamane malmène les mots</i> , humour LES BLÉROTS DE R.A.V.E.L, big band tzigano-irlandais	WANTED, PROCÈS SPECTACLE, la Compagnie Jolie Môme HK & LES SALTIMBANKS, chansons en voie de naturalisation, world, rap, reggae

Au Théâtre

Flamboyant, musique antillaise, *La ruelle en chantier*, variété française, le quintet de Jef Sicard, jazz, *La Rabia*, chanson rock, *99 jours : les troubles*,

théâtre, *Bazar et Bémol*, Bab'Tou Jam, percussions africaines, *Moonlight Swambers*, reprises country et rock, *les Bas de Jeanne*, world musette, *Le*

cuisinier dit au lapin : faisons un civet ensemble, théâtre, *les Bouffons*, opéra bouffe, *Blues non stop*, comme son nom l'indique.

Le Village médiéval en fête

Au Village médiéval, on pourra visiter la forge, la calligraphie, l'enluminure, la sellerie d'art, la vannerie, les instruments de musique du Moyen Âge. Et assister aux démonstrations d'escrime, de combat en armure, de lutte et techniques historiques à la dague et s'initier

au maniement d'armes longues et aux danses médiévales. Les enfants pourront suivre l'école de chevalerie et grands et petits pourront assister au *Procès des trois truies et d'un cochon* et au *Voleur de feu*, ainsi qu'à plusieurs conférences sur cette période.

Au programme des cinémas

Aux deux cinémas on pourra y voir, notamment, *Liberté* de Tony Gatlif, *La Rafle* de Roselyne Bosch, *À l'origine* de Xavier Giannoli, *Rapt* de Lucas Belvaux, *Looking for Eric* de Ken Loach, *Jaffa* de Keren Yedaha, *Agora* de Alejandro Amenabar et *Brothers* de Jim Sheridan. Ainsi que des documentaires : *Le vent de*

sable, de Larbi Benchiha sur les essais nucléaires français en Algérie, et *Les arrivants* de Claude Bories et Patrice Changnard, sur les émigrés arrivant en France de nos jours.

Comme tous les spectacles de la Fête, les séances sont comprises dans le prix de la carte d'entrée.

Les mini-conférences scientifiques

Dans six petits amphithéâtres de la Cité des Sciences, tous les curieux pourront assister à des mini-conférences scientifiques, d'une durée d'une

demi-heure, suivies d'une discussion. Ainsi, une trentaine de sujets différents seront proposés, accessibles et distrayants, couvrant un vaste éventail de connaissances.

Débats animés par notre tendance

- Sur Haïti après le tremblement de terre
- Sur l'automobile
- La projection d'un film sur Continental sera suivie d'un débat



Prenez vite votre votre carte d'entrée !

Les cartes d'entrée, valables les trois jours de la Fête, sont disponibles au prix de 12 euros, jusqu'au 21 mai. Pendant la Fête, sur place, elles coûteront 15 euros.

Des bons d'achat d'une valeur de cinq euros sont également disponibles à l'avance,

au prix de quatre euros. Ils permettent donc d'économiser 20 % sur tout ce qui est vendu à la Fête, nourriture et livres par exemple, sauf le tabac.

On peut se les procurer auprès des militants, ou en écrivant à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 -75865

PARIS CEDEX 18 (indiquer dans votre courrier le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, joindre un chèque du montant voulu à l'ordre de Lutte Ouvrière, et penser à mentionner l'adresse d'expédition ; envoi franco), ou encore sur notre site Internet dédié, fete.lutte-ouvriere.org.